

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 205
JEUDI 15 NOVEMBRE 73

LUTTE CONTRE LA VIE CHERE ET LE CHOMAGE

LUTTE POUR LES SALAIRES ET CONTRE LES LICENCIEMENTS

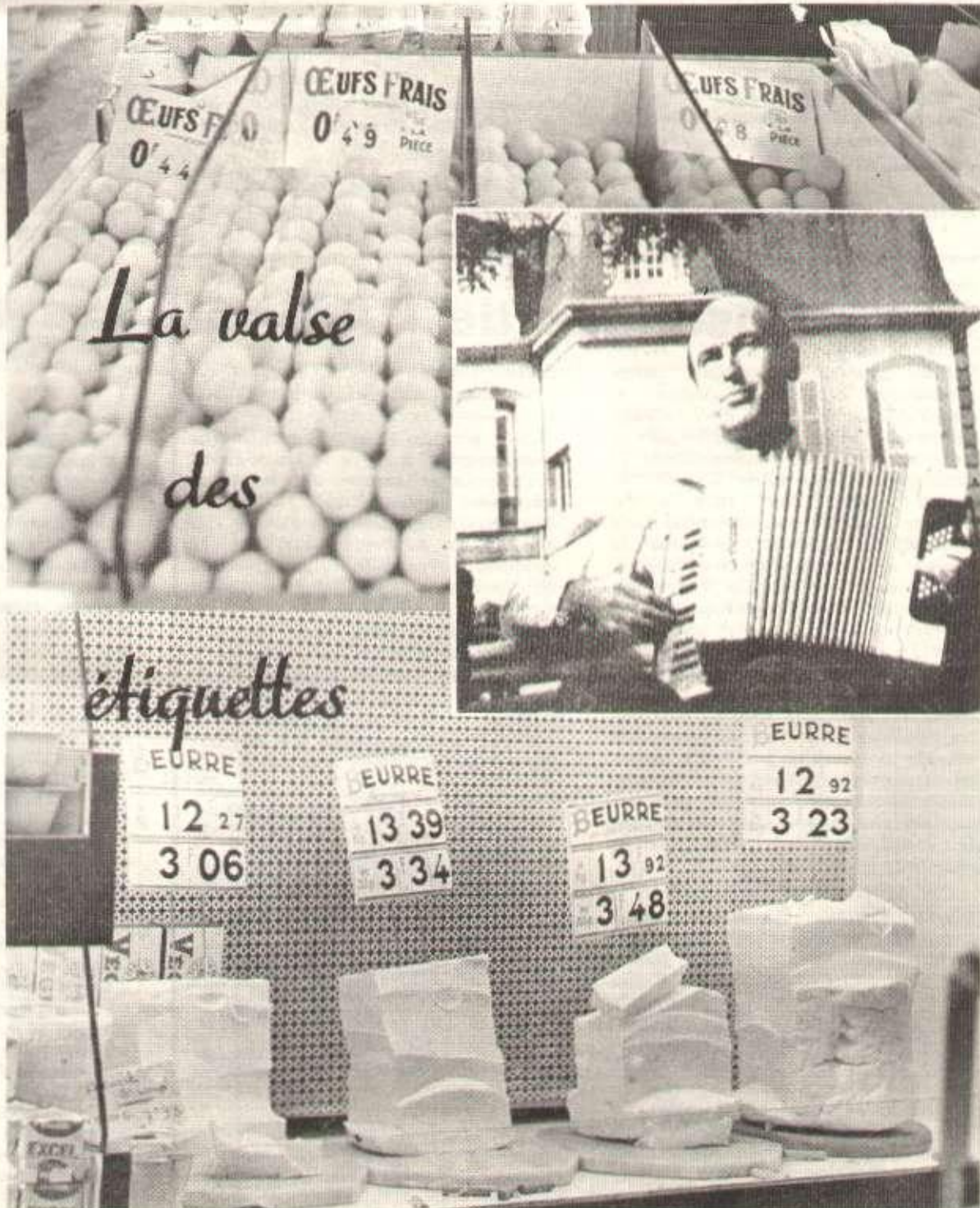
De quoi parlent les travailleurs ? De la vie chère, des prix qui grimpent, des salaires de plus en plus dérisoires, des impôts chaque année plus écrasants, des loyers toujours plus pesants. Quant aux banquiers, aux financiers, aux patrons de l'industrie et du commerce, aux politiciens bourgeois, ils parlent de tout cela, aussi : le rythme galopant de l'inflation, la dévaluation de fait du pouvoir d'achat qui s'ensuit, et surtout les inévitables luttes prolétariennes et populaires qui les accompagnent, tout cela laisse peser sur leur société de « consommation » une morosité qui pourrait bien se transformer en affolement.

Est-il nécessaire d'attendre les grandes assises de l'U.D.R. à Nantes pour s'en rendre compte ? Le gouvernement Pompidou-Messmer est sur une pente glissante que tous les partis bourgeois savonnent abondamment. Les disputes sur la réforme constitutionnelle (mandat présidentiel de cinq ans), la politique économique et monétaire, l'Europe, le Proche-Orient, le rôle du Parlement, autant de questions qui, en quelques semaines, ont élargi les fossés entre les diverses tendances réactionnaires. La course au pouvoir gouvernemental se prépare activement : Giscard, Chaban, Mitterrand et bien d'autres se sentent appelés vers un « destin national ».

Ces vieux politiciens se tiennent prêts à appliquer la politique que le capital monopoliste attend d'eux. Ainsi va la vie... dans ces milieux. « Société libérale », « société nouvelle », « socialisme à visage humain », les hommes changent, les mots aussi parfois, pas l'objectif qui est le maintien d'une société que nul n'ose plus appeler de son nom, la société capitaliste.

Or, tant que cet abcès ne sera pas vidé, tant que l'anarchie du système capitaliste ne sera pas balayée, tant que l'exploitation de l'homme par l'homme ne sera pas abolie, tant qu'une classe détiendra seule, à son profit, les moyens de production, il n'en ira jamais autrement : la vie chère suivra la hausse des prix, le chômage succèdera aux licenciements, aux lock-out, aux fermetures d'usines, la crise économique, financière et politique s'approfondira.

Est-ce à dire que les marxistes-léninistes attendent la révolution prolétarienne ? Non, ils y travaillent. Représentants de l'avant-garde prolétarienne, ils ont le devoir de lutter avec les larges masses prolétariennes et populaires contre l'inflation et le chômage, c'est-à-dire qu'ils doivent populariser, impulser, lutter avec le prolétariat et tout le peuple pour l'augmentation des salaires, contre les licenciements afin d'arracher par le combat de meilleures conditions de travail et de vie, mais en même temps, ils ne perdent jamais de vue que leur tâche fondamentale c'est d'aider au développement de la conscience des larges masses et à leur organisation pour la révolution prolétarienne et le socialisme garanti par la dictature du prolétariat.



Le "programme commun" et la défense nationale

Derrière les apparences

Il y a quelques mois, Charles Hernu, membre de la direction du Parti socialiste, s'était fait rappeler à l'ordre par les dirigeants du P.C.F. pour certaines de ses déclarations concernant l'armement nucléaire.

Et voilà qu'à nouveau, dans l'Humanité du 6 novembre, il est appelé au « respect » du Programme commun. Celui-ci prévoit en effet la « renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit ».

Or, Hernu déclare dans un article paru dans le Figaro : « ... L'organisation d'une armée moderne, disposant de tous les éléments nucléaires tactiques n'est pas exclue ». Ce qui fait dire à l'Humanité : « En tout cette proposition est contraire aux solutions préconisées par le Programme commun pour le développement et la sécurité de la nation ».

Le moins qu'on puisse dire est que le « Programme commun » est l'objet d'interprétations fort différentes. C'est qu'en réalité sous l'unanimité du « Programme commun » se cachent des divergences profondes. Ce que confirment certains textes récents d'une des tendances du Parti socialiste : le C.E.R.E.S. Dans sa revue, *Frontière*, celui-ci déclare : « Tous les états-majors, ceux de l'Ouest comme ceux de l'Est, considèrent que tout corps de bataille moderne doit obligatoirement disposer d'un armement atomique tactique. Nous touchons ici à un problème qui dépasse de loin l'analyse des données stratégiques. Il est évident que la position prise sur ce point par le Programme commun s'inspire davantage de considérations politiques et morales que de préoccupations militaires... Il n'est question ni de la destruction des stocks existants ni de l'armement tactique. Mais il paraît bien diffi-

cile de réaliser cet armement s'il n'existe plus d'industrie militaire correspondante. Il est possible que le problème soit à nouveau soulevé dans un avenir proche. C'est tout ce que nous pouvons dire pour le moment. » Voilà qui n'est pas fait pour plaire aux dirigeants du P.C.F.

Que de telles divergences apparaissent aujourd'hui n'a rien d'étonnant car le Programme commun en particulier dans le domaine de la Défense nationale, est le fait de compromis sans principes.

C'est ainsi que le programme du parti révisionniste (« changer de cap ») prévoit explicitement : « Un gouvernement démocratique renoncera à la force de frappe nucléaire et aux armements atomiques tactiques ». Il y est donc question des armes tactiques.

Or, le Programme commun fait le silence sur les armes atomiques tactiques pour ne retenir que la « renonciation à la force de frappe stratégique sous quelque forme que ce soit ».

L'absence de référence aux armes tactiques n'est donc pas le fruit d'un « oubli » mais bien d'une divergence de fond.

Autre divergence de fond : les armes nucléaires. Le programme du P.C.F. prévoit, ainsi que l'explique René Mayer dans un ouvrage récent publié aux Editions Sociales, sous le titre *Vers le désarmement*, que « les armes nucléaires ne devraient plus être construites et les armes existantes rapidement détruites en tant qu'armes, leurs constituantes étant dans la mesure du possible utilisées à des fins pacifiques ». (P. 210.)

Or, le Programme commun reste silencieux sur la destruction des

armes existantes pour ne parler que de la « reconversion, selon un échéancier précis, de l'industrie nucléaire militaire en industrie pacifique ». Comme on le voit il n'est question que de l'industrie nucléaire et non des stocks d'armes existants.

Là encore, il ne s'agit pas d'un oubli mais bien d'une divergence de taille.

Qu'on imagine l'hypothèse d'un gouvernement révisionniste - socialistes : les uns étant pour l'armement nucléaire tactique (c'est-à-dire en dernière analyse pour l'armement nucléaire stratégique également car l'un ne va pas sans l'autre), les autres étant contre ; les uns étant pour la destruction des stocks les autres contre. Il est évident qu'un tel gouvernement ne pourrait avoir une politique cohérente et connaîtrait des luttes internes très vives. Ce qui aurait inévitablement pour effet de placer la France dans une grave position de faiblesse vis-à-vis des deux superpuissances. Mais les divergences entre révisionnistes et socialistes ne s'arrêtent pas là.

DEFENSE CONTRE QUI ?

Le Programme commun déclare : « ... Le gouvernement définira une stratégie militaire permettant de faire face à tout agresseur éventuel quel qu'il soit ». Un tel gouvernement sera dans l'impossibilité de défendre d'indépendance nationale du fait des incohérences, des contradictions que nous avons vues. Mais de plus, il sera profondément divisé sur la définition de l'agresseur éventuel.

On nous dit qu'il se préparera à faire face à tout agresseur éventuel quel qu'il soit.

Mais est-ce que les dirigeants révi-

sionnistes pourraient accepter que le social-impérialisme soit classé parmi ces agresseurs éventuels ?

Bien sûr que non. Et ils ne pourraient admettre que la défense nationale soit organisée dans l'hypothèse d'une agression social-impérialiste. Et est-ce que les dirigeants socialistes pourraient accepter que l'impérialisme américain soit considéré comme un agresseur éventuel et que la défense soit orientée dans ce sens ? Là encore, la réponse est non.

La formule du Programme commun recouvre en fait une contradiction fondamentale sur la définition de « l'agresseur éventuel ». Les uns (les socialistes) le voient à l'Est et veulent dégarnir la défense à l'Ouest ; les autres (les révisionnistes) le voient à l'Ouest et veulent dégarnir la défense à l'Est.

Il est évident qu'un gouvernement révisionniste-socialiste serait là encore secoué par de très vives contradictions et qu'il y aurait lutte jusqu'à ce qu'une des deux orientations l'emporte. Cette lutte ne serait autre que le reflet en France de la lutte des deux superpuissances pour l'hégémonie. En tout état de cause, quel que soit le résultat de cette lutte, l'indépendance nationale de la France serait gravement mise en question. Nécessairement, elle se trouverait placée soit sous l'influence du social-impérialisme, soit sous celle de l'impérialisme américain. Toutes choses contraires aux intérêts vitaux du peuple de France.

Voilà pourquoi le Programme commun doit être combattu en tant que menace pour l'indépendance nationale de notre pays.

Les mensonges de l'Amiral

Dans une série d'articles parus récemment dans « le Monde », l'amiral de Joybert, chef d'état-major de la marine nationale se livre à des propos inadmissibles. Il déclare en effet dans un de ces articles ayant pour titre « La menace », qu'il y a aujourd'hui deux ennemis « potentiels » pour la France : « le Russe et le Chinois ». Et il ajoute : « Mais la Russie n'a jamais été notre ennemie, et les guerres que nous eûmes avec elle sous les deux Napoléon lui furent imposées par les empereurs et non l'inverse. La Chine, elle, pour la septième ou huitième fois de son histoire, s'efforce de refaire une unité morale et physique ; et seuls les experts peuvent deviner, sous les premiers tentacules qu'elle projette aux périphéries de l'océan Indien, le réveil de son vieux dessein maritime. »

Ces propos sont inadmissibles à plusieurs titres. D'abord en affirmant que la Chine constitue une menace pour notre pays. Mais quelle est donc cette menace ? La Chine est le seul grand pays de ce monde à ne pas avoir de troupes en dehors de ses frontières, à ne pas avoir de bases militaires à l'étranger, à ne pas envoyer de flottes de guerre en dehors de ses eaux territoriales. Ce sont là des faits connus de tous. Est-ce que l'amiral de Joybert essaierait de relancer le mythe éculé du « péril jaune » ? En réalité l'in-

sulte proférée par de Joybert exprime la crainte et la haine qu'il a du socialisme.

Ses propos sont d'autant plus inadmissible que la Chine et la France entretiennent des relations amicales, fondées sur le respect de la coexistence pacifique. Par de tels propos de Joybert porte atteinte à l'amitié franco-chinoise, il nuit à la coexistence pacifique entre la France et la Chine.

Mais ces propos sont inadmissibles pour d'autres raisons encore. En plaçant sur le même plan la Chine et le social-impérialisme, pratiquant l'amalgame, il minimise la menace que constitue ce dernier pour l'indépendance nationale de la France.

Qui de la Chine ou du social-impérialisme entretient des concentrations massives de troupes en Europe orientale, y installe et y développe les installations nucléaires ?

Qui renforce la présence de sa flotte en Méditerranée ?

Par de tels propos, de Joybert contribue à affaiblir la nécessaire vigilance de notre peuple devant les menaces qui pèsent sur l'indépendance nationale de la France.

Ceci démontre une fois encore que le peuple ne peut absolument pas faire confiance à la bourgeoisie et à ses représentants pour défendre de façon conséquente l'indépendance nationale. Lui et lui seul en est capable.

Les défenseurs de l'armée du capital

« Les ennemis de l'armée », c'est sous ce titre que Laurent Salini a publié dans « l'Humanité » du 9 novembre un éditorial qui mérite qu'on s'y arrête.

Toute l'argumentation de Salini consiste à démontrer que les dirigeants révisionnistes sont les meilleurs défenseurs de l'armée. Reprenant les propos de Galley, il ajoute :

« Encore faudrait-il, pour que tout cela tienne debout, que l'armée ait des ennemis. On n'en voit pas sinon au pouvoir ». Il faut le faire ! Vouloir apparaître meilleur défenseur de l'armée du capital que le capital lui-même, c'est là un tour de force peu commun. Salini aurait dû donner pour titre à son éditorial : « Vive l'armée du capital ».

Et Pierre Villon, à l'Assemblée nationale accuse Galley d'avoir « fait une propagande antimilitariste plus efficace que celle lancée par quelques groupuscules gauchistes » et ajoute : « En présentant l'armée comme un dernier recours de la société capitaliste, c'est vous, Monsieur le ministre qui lancez l'insulte contre l'armée ».

Galley n'a fait qu'avouer avec cynisme ce qui est toujours le rôle de l'armée : défendre le capitalisme. Ce que Lénine a lui aussi affirmé : « ... l'armée est traditionnellement l'instrument qui sert à perpétuer l'ancien régime, le rempart le plus solide de la discipline bourgeoise, de la domination du capital, et l'école de la soumission servile et de la subordination des travailleurs au capital ». Voilà des vérités que les dirigeants révisionnistes vou-

draient faire oublier.

Mais revenons à Salini qui accuse le pouvoir de « se comporter en ennemi de l'armée, de l'exposer à des déchirements cruels, de l'éloigner de la nation... ». Pauvre armée, heureusement que les révisionnistes sont là pour en prendre soin !

Et il poursuit :

« Pour les démocrates, l'armée est l'instrument de la défense. Elle est, en République, soumise et entièrement soumise, dans l'exercice de sa mission de défense, au pouvoir issu de la libre consultation des citoyens. C'est alors, et alors seulement, qu'elle est l'armée nationale. »

N'en déplaise à M. Galley, nous militerons en faveur de ces principes. Nous les exposerons à notre peuple, donc aux officiers et aux soldats qui sont, eux aussi, notre peuple. Afin que, de l'effort commun, surgisse une France nouvelle. »

Il voudrait nous faire croire à une armée au dessus des classes, soumise à la volonté d'une majorité sortie du suffrage universel.

Toute ceci serait risible, si un passé tout récent n'avait pas démontré où conduisent de tels propos. L'exemple du Chili est encore frais dans les mémoires.

Pour cette raison, nous, marxistes-léninistes, tout en défendant les aspects positifs de l'armée sur le plan de la défense nationale, nous n'oublions jamais son contenu de classe qui en fait au fond le dernier rempart de la dictature bourgeoise sur le prolétariat et les masses populaires.

Classe contre classe dans les entreprises

TUBAUTO (JOIGNY)

LE RÉVISIONNISME DUPE LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Comme notre correspondant l'a indiqué dans un de nos précédents numéros, en date du 1^{er} novembre, les responsables des Union locale et Union départementale C.G.T. ont tenté, puis réussi la manœuvre de récupération de cette grève sur la ligne définie par l'« état-major » confédéral C.G.T.

La ligne révisionniste de la C.G.T. d'augmentation en pourcentage des salaires, — ceci afin de favoriser les cadres —, a momentanément triomphé. C'est au prix de chantage à la veille de la Toussaint que le compromis honteux syndicats-patronat a été « accepté » par les grévistes.

C'est le mercredi 31 octobre que le compromis syndicats-patronat a été fait sous la pression d'un chantage ignoble, « mieux vaut reprendre le travail aujourd'hui, pour que le jour férié de la Toussaint (1^{er} novembre) soit payé », que ce sont ralliés les hésitants. Rappelons pour mémoire que la convention collective prévoit d'être présent la veille et le lendemain de fête pour l'obtention du paiement du jour férié (encore une mesure anti-grève).

Avant de présenter ce compromis honteux, rappelons les revendications d'origine : augmentation des salaires, 60 centimes de l'heure pour les O.S. et 50 centimes de l'heure pour les ouvriers professionnels ; suppression de la prime d'assiduité (anti-grève) par son incorporation dans le salaire ; diminution des cadences (celles-ci sont très élevées et entraînent à la troisième remarque le renvoi), etc.

Entre temps la direction syndicale C.G.T. avait réussi en ramant fortement à ramener la revendication salariale de 0,60 F pour les O.S. et 0,50 F pour les O.P. à 5 % pour tous les salariés, ceci afin de rallier les cadres (toujours le même objectif bourgeois).

Ainsi les négociations s'ouvraient sous un jour favorable aux directions syndicales révisionnistes. Et au vingtième jour de grève, un compromis n'accordant que des miettes était présenté aux grévistes. Le résultat, le voici : 270 ouvriers spécialisés sur un total de 410 salariés obtiennent 2,70 % à compter du 1^{er} novembre et pour les 50 ouvriers professionnels 1,50 %, ce qui fait loin des 5 % pour tous (revendication des directions syndicales) et encore plus loin de la revendication initiale décidée en assemblée générale.

Notons qu'un O.S. 1 a 6,39 F de l'heure, faite le calcul ! Cela fait 0,17 F de l'heure pour l'O.S. avec le compromis alors que les directions syndicales réclamaient 5 %, soit 0,32 F de l'heure, quant au 0,60 F initial... n'en parlons « plus ».

Concernant la suppression de la prime d'assiduité (anti-grève) par l'incorporation dans le salaire, là encore le compromis ne se révèle pas dans l'intérêt des travailleurs. Cette prime est conservée, bien mieux elle est portée de 30 F à 48 F, mais comme disent les négociateurs elle est « bloquée », c'est-à-dire que les prochaines augmentations ne pourront plus porter que sur les salaires. Et en attendant... c'est zéro, les travailleurs se trouvent maintenus dans l'oppression. De plus, le principe d'obtention de cette prime anti-grève sera « assoupli » par une commission comprenant les délégués du personnel et des membres du comité d'entreprise qui se chargera de définir les conditions, sous le contrôle de la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre, autrement dit l'application concrète de la ligne de collaboration de classes.

Pour les professionnels d'entretien et les régleurs, la prime dite de fabrication est incorporée dans les salaires. Mais pour les cadences et les conditions de travail, qu'en est-il ?

Eh bien ! là encore la direction s'« engage » à en discuter avec le comité d'entreprise et les délégués syndicaux. La direction, il est vrai, préfère, bien sûr, discuter au sein de ce petit parlement (le comité d'entreprise) qu'avec les travailleurs en grève. Avec les interlocuteurs révisionnistes, on peut s'arranger plus facilement qu'avec les représentants officiels des grévistes.

Une fois encore, les révisionnistes ont joué leur rôle de sapeur-pompier des luttes. Ils ont provisoirement, au travers de leur langage mystificateur, réussi à imposer leur ligne de collaboration de classes.

La prochaine négociation sur les salaires des O.S. est prévue pour le début janvier, mais nous sommes sûrs que les travailleurs français et yougoslaves sauront tirer les enseignements de cette duperie révisionniste. Les travailleurs prépareront dans l'unité à la base, au sein d'assemblée générale l'action pour le succès de leurs justes revendications pour leurs intérêts de classe.

SMAC (NANTES)

APRÈS 3 SEMAINES DE GRÈVE AVEC OCCUPATION, LES OUVRIERS FONT PLIER LEURS PATRONS

La Société des Mines d'Asphalte du Centre (S.M.A.C.) compte 20 agences et 2 mines d'asphalte en France. L'agence de Nantes emploie 100 ouvriers français et immigrés. Les conditions de travail et de sécurité y sont au-dessous de tout de ce que l'on peut imaginer, aussi bien à l'usine qu'aux chantiers. A l'usine, alors qu'il y a quelques années on traitait au malaxage 4 tonnes d'asphalte par jour, le patron impose actuellement 20 tonnes : 10 tonnes le jour en quatre heures et 10 tonnes la nuit en huit heures pour un seul malaxeur.

Sur les chantiers, les applicateurs, avec le système injuste des intempéries (indemnisation à 75 % seulement après deux heures de pluie continue) sont souvent obligés de travailler dans des conditions invraisemblables, le vent et la pluie entraînant des projections brûlantes (120 °C) sur le visage. Malgré cela le patron refusait même une demi-heure de douche en fin de semaine.

A l'appel des U.D. C.G.T. et C.F.D.T., les ouvriers de la S.M.A.C. se sont mis en grève de vingt-quatre heures le 10 octobre avec leurs 35 000 camarades du Bâtiment de Loire atlantique. A l'exemple des travailleurs de chez Rineau, une grosse entreprise de chauffage, les 35 000 ont décidé de poursuivre la grève jusqu'à satisfaction de leurs revendications :

— alignement des salaires du bâti-

ment sur ceux de la métallurgie (O.S. 2 bâtiment : 5,96 de l'heure, O.S. 2 métaux : 7,50 F de l'heure) ;

— indemnités de transport et de repas ;

— treizième mois.

Il faut attendre le 15 octobre pour que cette grève illimitée soit reconnue officiellement par les U.D. (Union départementale). Malgré deux semaines de grève, de manifestations en ville, le patronat n'a rien cédé, assuré de l'appui du gouvernement capitaliste et du peu de zèle des U.D. à soutenir une grève illimitée.

Seuls les travailleurs de la S.M.A.C., syndiqués à 80 % à la C.G.T., soutenus par un délégué syndical combatif, continuaient la grève en occupant l'usine de Nantes. Ils ont tout de suite pris des initiatives pour tenir : projection de films d'amateurs, prêts de livres par une bibliothèque, garde pour des enfants des grévistes.

Après une semaine de grève supplémentaire, soit trois semaines au total, le patronat cède 100 F minimum pour les ouvriers sédentaires et 160 F minimum pour les travailleurs des chantiers, augmentations de salaires et indemnités de transport confondues. Toutes les revendications ne sont pas satisfaites, mais la détermination des ouvriers de la S.M.A.C. a porté des fruits dont il faudra cultiver les graines.

Correspondant
« Humanité rouge »



LE POSTIER
ROUGE
n° 2
30/10/73

POURSUIVONS L'ACTION !

10 NOVEMBRE 1973

Poursuivons l'action !

Les grèves et la manifestation du 11 octobre ont été un grand succès : les plus puissantes depuis mai 68. Dans les PTT, elles ont été suivies massivement. Elles attestent la profondeur du mécontentement.

RIEN N'EST RÉGLÉ !

Mais rien n'est réglé pour autant. Chaque jour apporte sa nouvelle augmentation des biens de consommation. Alors que la crise pousse les capitalistes à se disputer de plus en plus âprement les marchés, qu'on assiste à une véritable folie d'empoignade publicitaire, à un gaspillage monstrueux des capitalistes pour placer leur camelote, nous, nous voyons au contraire nos possibilités d'achat diminuer au point que nous arrivons à peine avec un salaire à assurer le minimum vital.

C'est bien pourquoi une grève de 24 h, si puissante soit-elle ne peut suffire. Notre grève ne doit pas être une grève-souape (lâcher un peu de vapeur pour faire voir qu'on est mécontent). Nous ne nous battons pas pour demander bien poliment, bien légalement le « dialogue », des « négociations » au gouvernement.

NOUS NOUS BATTONS POUR ARRACHER NOS REVENDICATIONS !

Et, pour cela, nous devons nous en donner les moyens : il faut tout d'abord des revendications claires, qui unifient tout le monde, des revendications largement discutées et approuvées par la base. Nous tous, postiers, fonctionnaires, syndiqués CGT, CFDT ou FO, non-syndiqués devons nous réunir en assemblées générales dans nos services, à l'échelon du

centre entier. Ainsi que l'ont montré toutes les luttes exemplaires de ces derniers temps (Lip, Joint Français, Coframaille, etc.), ces assemblées générales doivent être souveraines. Nous ne devons pas y aller pour écouter quelques beaux discours et retourner chez nous. Nous irons pour discuter et décider, ensemble, de nos problèmes, de nos revendications, des meilleures formes d'action pour les faire aboutir.

Nous sommes majeurs et n'avons pas à attendre des directives d'en-haut pour prendre des initiatives et agir. Comme l'ont montré nos camarades de Paris à Bordeaux 3, nous en sommes parfaitement capables.

Dès lors que nous sommes suffisamment unis et organisés, nous n'avons pas non plus à respecter la légalité bourgeoise qui est faite pour nous enchaîner et rendre nos luttes inefficaces (préavis de 5 jours, interdiction de la grève aux dirigeants ambulants, etc.). Cela aussi, les Lip nous le donnent en exemple.

C'est pourquoi nous devons mettre à profit les grèves de début novembre pour approfondir, amplifier l'action afin d'arracher nos revendications.

TOUS ENSEMBLE ET EN MÊME TEMPS. PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN ! SEULE LA LUTTE UNIE ET RESOLUE PAYE !

1 500 F minimum ! 20 points d'indice brut pour tous ! Halte à la privatisation et à la défonctionnarisation ! Arrêt du recrutement d'auxiliaires, tout le personnel titulaire !

COMMANDEZ NOS BROCHURES

LA FASCISATION EN FRANCE

Cette brochure de l'« Humanité rouge » a été rééditée avec une postface

Prix : 3 F (ajouter 20 % pour frais d'envoi)

Que signifie classe contre classe ?

PRIX : 0.50 F

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)

AFFICHEZ H.R.

Cousseau (PIL) à Cerizay

« Quelque chose a changé »

Depuis le 5 novembre, les ouvrières de chez Cousseau ont repris le travail. En grève depuis trois mois et demi, elles sont entrées la tête haute, même si elles n'ont pu obtenir satisfaction en tout. 95 ouvrières du textile ont mené une lutte exemplaire. Par leur détermination, leur profond esprit de classe, elles ont montré au patronat de cette région comme au patronat de l'ensemble du pays, qu'ils ne peuvent plus imposer complètement leur loi nulle part. Au cœur de l'ancien pays chouan, ces travailleuses, très jeunes pour la plupart, ont mené un combat dont seule, l'attitude de la C.G.T., brisant toute solidarité de fait, put limiter le succès.

La déléguée C.F.D.T., dont Cousseau voulait se débarrasser, a été finalement réintégrée à l'autre usine Cousseau de Saint-Mesmin (Vendée) à quelques kilomètres de Cerizay. Quatre de ses camarades la suivent là-bas. Elle conserve son mandat de déléguée à Saint-Mesmin avec un crédit de dix heures, et, elle reviendra à Cerizay fin août 1974.

Dans cette boîte où l'on gagne au maximum 950 F par mois pour quarante-deux heures et demie (le patron, lui, déclare 3 000 000 d'A.F. par mois), où l'on est soumis à des cadences infernales, où lorsqu'on est trop longtemps aux w.-c. un chef vient vous engueuler au-dessus de votre tête par l'intermédiaire d'un

micro, pour vous rappeler à votre machine, dans cette boîte, quelque chose a changé et n'est pas prêt de s'arrêter. C'est la prise de conscience de la classe ouvrière la plus exploitée, la plus humiliée, longtemps soumise par la religion, par le monde rural le plus retardataire qui soit.

Dans tout ce secteur, aux confins des 4 départements de Vendée, Loire-Atlantique, Deux-Sèvres et Maine-et-Loire, le patronat a implanté une multitude de petites usines de chaussures, meubles, confection, etc. Il a trouvé là, longtemps, une main-d'œuvre bon marché d'autant plus qu'elle est surabondante. Aujourd'hui, la paysannerie ruinée devient massivement prolétaire dans tout ce secteur et le carcan imposé par l'ancienne société craque de partout.

Les ouvrières de chez Cousseau étaient, à Besançon, à vendre leurs chemisiers Pil confectionnés avec les moyens du bord dans des locaux prêtés par des paysans travailleurs et des ouvriers. Elles étaient le 28 octobre à Cerizay, debout, le poing levé et chantant l'Internationale devant près de 3 000 personnes. L'Internationale, elles l'ont apprise pendant la grève, leur première grève. 95 travailleuses ont pu juger qui étaient leurs amis et qui, leurs ennemis. Après près de quatre

mois de grève, les idées ont bien changé.

Elles écrivent : « Le maire, le sous-préfet, le préfet..., ils nous ont tous déclaré que finalement ils n'y pouvaient rien ! »

« Les députés (on a de la chance d'en avoir de trois couleurs : P.S., Centre et Droite), aucun ne s'est manifesté ! »

La C.G.T., l'honnêteté foncière et la franchise de ces jeunes travailleuses la met au pilori. A quelques dizaines de kilomètres de Cerizay, à Gêneston, en Loire-Atlantique, les filles de chez Racineux (confection), se mettent en grève (terminée avec succès). Ici, c'est la C.G.T. qui est présente bien que l'origine sociale, le milieu ambiant soit le même qu'à Cerizay. Les filles de chez Racineux invitent celles de chez Cousseau. Incidents ! Le 19 octobre 1973, les grévistes de Cerizay écrivent à l'U.L.-C.G.T. de Nantes :

« Chers camarades,

« Nous vous remercions du soutien moral que vous nous avez apporté par votre lettre du 16 octobre 1973, mais toute de même nous vous signalons que l'autre jour au meeting de Gêneston, on nous a demandé de ne pas mettre nos chemisiers sur la table et ceci c'est le secrétaire de l'U.D.-C.G.T. lui-même qui nous l'a dit assez brutalement. D'autre part, ce sont les délégués C.G.T. de l'usine de Gêneston qui

nous ont invitées à participer et à prendre la parole à ce meeting en apportant nos chemisiers et nos manifestes, ce que nous avons fait. Notre lutte continue et nous vous invitons à notre week-end le 27-28 octobre...

« Où en est la lutte que mènent les ouvrières de Gêneston ? Qu'ont-elles obtenu ?

« Amitiés syndicalistes.

« Les grévistes de chez Cousseau. »

Quant à la C.F.D.T., la lettre ci-dessus affichée au panneau syndical des grévistes a disparu avant le meeting du 28 octobre, après le passage des responsables départementaux et nationaux de ce syndicat. Est-ce fortuit ?...

Depuis le 5 novembre, les travailleuses de chez Cousseau ont retrouvé ce travail monotone et abrutissant, les flics et les chronos, les micros dans les w.-c. et les cadences infernales. Mais elles savent que leur lutte n'a pas été vaine. De tous les départements environnants et du pays entier, elles ont reçu le soutien chaleureux de la classe ouvrière et de tous les progressistes.

Elles ont montré la force et la maturité des prolétaires, sans aucune défaillance au cours de leur lutte. Elles sont l'honneur de la classe ouvrière.

Correspondant « H.R. »

SEB (Selongey)

Riposte au licenciement d'un délégué syndical

Samedi 10 novembre, plus de 300 travailleurs sont venus manifester à Selongey, leur soutien à Bernard Zabattini, délégué syndical à la SEB, honteusement licencié par le Saint Père Lescure, maître tout puissant de la cocotte minute (1).

On se souvient en effet de la lutte exemplaire des travailleurs de la SEB en juin 1972 (2). Pendant près de quinze jours, ils avaient massivement occupé leur usine, pour la satisfaction de leurs justes revendications, montrant un admirable exemple à tous les travailleurs de la région. Cette lutte était un véritable coup de tonnerre dans un ciel serein, pour le patronat cote d'orient : la SEB était l'exemple cité à tout bout de champ de modèle de « participation », d'« intégration sociale », etc. où la lutte des classes ne pouvait exister ! En fait comme partout ailleurs, l'exploitation des travailleurs ne faisait que s'accroître d'année en année, provoquant la révolte des travailleurs.

Cela, Lescure, maître tout puissant jusqu'alors de la SEB, ne pouvait l'admettre. Juste après la grève, deux ouvriers combattifs étaient renvoyés, et Lescure demandait à l'Inspection du Travail le licenciement de Bernard Zabattini. B. Zabattini, délégué syndical C.F.D.T., par son attitude ferme et combative, était le porte-parole de l'ensemble des travailleurs, et son action pendant la grève fut exemplaire. Son mandat syndical le protégeait légalement : Inspection du Travail et Tribunal d'Instance refusèrent à Lescure ce licenciement. Mais la justice bourgeoise connaît ses maîtres : en Cours d'appel, les juges — chiens de garde à la botte de Lescure, prononçaient le licenciement de Zabattini.

LA RIPOSTE

A travers Zabattini, c'est l'ensemble des travailleurs de la SEB, qui était visé. Aussi, dès l'annonce du licenciement, la riposte commença à s'organiser : lors de la venue de Messmer à Dijon, distribution massive de tracts par la section C.F.D.T. de la SEB ; débrayage d'une

heure jeudi dernier et constitution d'un fonds de solidarité à SEB-Selongey, débrayages dans les autres usines du groupe, à Lourdes, Pau, à l'usine Téfal de Haute-Savoie.

Samedi, à l'appel de la C.F.D.T., c'était une manifestation qui était organisée, plus de 300 travailleurs étaient là : de nombreuses délégations d'usine de la région (S.B.A.P., Vallourec, Orega, C.E.A., bâtiment, etc.), et certaines étaient venues de loin (Chalon-sur-Saône, Le Creusot), des délégations du P.S. et du P.S.U., et aussi de « L'Humanité Rouge » dont la banderole et les tracts de soutien furent chaleureusement accueillis (lors de la grève de 1972, les militants communistes M.-L. avaient développé, dans la mesure de leurs moyens, toute une campagne de solidarité, avec affiches, tracts, collectes, etc., qui leur avait valu l'amitié des travailleurs de la SEB).

La manif parcourut les rues de Selongey, aux cris de « Zabattini à la SEB », « Non au licenciement », « Lescure à la chaîne », « A bas la répression patronale », « Lescure, salaud, le peuple aura ta peau », et entonna plusieurs fois l'Internationale. Un meeting suivit, où plusieurs orateurs exprimèrent leur soutien à Zabattini.

A la sortie du meeting, une surprise attendait les manifestants : Lescure, en vieille crapule pétainiste qu'il est, était venu narguer les travailleurs, espérant un incident pour déclencher l'intervention des gardes-mobiles qui étaient tout près. La provocation fut déjouée et une bordée d'insultes l'accueillit.

L'ATTITUDE DES REVISIONNISTES

Dans tout ce mouvement de solidarité, pas une fois encore nous n'avons parlé de la C.G.T. et du P.-C.-F., qui pourtant sont présents à la SEB. Encore une fois, ils se sont illustrés par leur habitude de trahisons et de renégats de la classe ouvrière. Pendant la grève de 1972 déjà, ils avaient joué les rôles successifs de diviseurs, puis de jaunes. Leur trahison n'a pas de limites : ne trouve-t-on pas

dans les attendus du procès de la Cour d'appel les témoignages de deux militants C.G.T.-P.-C.-F. ? La section C.G.T. de la SEB n'a-t-elle pas placardé des affiches dans l'usine appelant les ouvriers à se désolidariser de Zabattini ? Le P.-C.-F. n'a-t-il pas toujours refusé les invitations de la C.F.D.T. à se joindre à la manif ?

Encore une fois, nous posons cette question aux militants du P.-C.-F. : « Que faites-vous donc dans cette galère pourrie de collaboration de classes ? Votre place de travailleurs exploités est-elle vraiment là ? »

LA LUTTE CONTINUE

Cette première riposte est une bonne chose : mais la lutte ne s'arrêtera qu'avec la réintégration de Zabattini à la

SEB, et les communistes M.-L. s'y emploieront de leur mieux, dans l'unité avec tous les travailleurs prêts à l'action !

Zabattini à la SEB !

Non à la répression patronale !

Solidarité prolétarienne !

Messages de solidarité et fonds de soutien peuvent être envoyés à :

M. Bernard Zabattini, lotissement des Vignières n° 2, 21260 Selongey.

Correspondant Dijon.

(1) La SEB contrôle la quasi-totalité du marché français des cocottes-minutes, avec une très forte exportation jusqu'au Japon. Le groupe possède la marque Téfal (casserolles), Scovill (appareils ménagers) et Calor.

(2) Cf. HR n° 153 et suivants.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA



Heures de Paris Long. d'onde en m.

6 h
16 h
17 h sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30 sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris Long. d'onde en m.

19 h 30 - 20 h 30 .. sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 .. sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 .. sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 .. sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

LIP : OU EN EST-ON ?

Après avoir déclaré : « Lip, c'est fini », Messmer expliquait récemment qu'il avait simplement voulu dire que la mission de Giraud était terminée. Charles Piaget nous a déclaré à ce sujet : « Par rapport au lendemain du vote, par rapport au pouvoir il y a quand même quelque chose de changé, apparemment, on verra bien si ça se confirme ». Et il ajoute : « Il faut quand même rappeler que les chaînes de montage sont parmi les plus modernes d'Europe ; il y a un outil là, qui est présent, qui a une valeur importante. Il nous semble qu'il y a des industriels qui se manifesteront et donc qu'il y aura une négociation avec eux. »

A propos de telles négociations il nous déclare : « On est prêt à les reprendre à tout moment. Les bases c'est donc le texte intersyndical de Dijon. On y a ajouté deux points. On ne veut pas reprendre le travail avec un horaire de quarante-trois heures, alors qu'il y a des camarades qui sont sur le sable. Ça veut dire qu'on exige qu'il y ait les quarante heures avec la réintégration du nombre possible correspondant. Et puis le deuxième point, on pose le problème de la mécanique, car c'est trop visible, c'est trop voyant. Giraud a imposé un chiffre d'affaire dix fois moins élevé pour les équipements de précision de façon à justifier le sabotage des trois quarts de la mécanique, 72 professionnels sur 100. Alors là, on dit que c'est véritablement délibéré ça ne se justifie pas et que c'est déjà une attitude antisyndicale pendant la négociation. C'est donc les deux points qu'on pose. Un combat se fait pour obtenir la satisfaction des revendications par un protocole qui est toujours un compromis. Et ce protocole, il s'obtient

par des négociations, sauf s'il y a une défaite. Pour le moment c'est le cas. On continue donc de lutter pour obtenir un protocole. »

Charles Piaget ne cache pas que les Lip viennent de connaître une période très difficile. Tout dernièrement encore, la C.G.T. a essayé de développer le défaitisme, elle a appelé les Lip à s'inscrire au chômage. Lors d'une manifestation à Paris la section C.G.T. a refusé de se joindre aux autres travailleurs de Lip. Et il y a peu de temps, l'Humanité publiait un article attaquant la section C.F.D.T. de Lip, à la suite d'une réunion intersyndicale. A propos de cet article, Charles Piaget nous a dit :

« L'article on l'a lu, cet article dans « l'Humanité ». Alors là c'est assez étonnant comme article. Premièrement, c'est faux. C'est nous qui avons demandé à la C.G.T. de se voir. On a essayé effectivement et on butte toujours sur le même point. Voilà plusieurs intersyndicales qu'on fait, on s'est rapproché sur bien des domaines mais véritablement sur l'exigence de la condamnation du Comité d'action. Il n'y a pas eu moyen d'avancer. On a proposé de nombreuses fois de réaffirmer le rôle de l'organisation syndicale, que l'organisation syndicale défend et défendra les négociations, les compromis mais ils veulent, ils exigent une phrase qui condamne le Comité d'action. Et ça butte toujours sur ce problème. Et on a été vraiment surpris de l'interprétation qui a été faite dans « l'Humanité » parce que ça ne correspond pas du tout, et les travailleurs de Lip savent que ce n'est pas ça. »

La C.G.T. au nom de « l'unité d'action » déclare en effet : « L'unité d'action ne se conçoit qu'entre organisations syndicales représen-

tatives et doit être mis un terme à l'activité du Comité d'action et des éléments extérieurs. »

Sur ce point, Charles Piaget est parfaitement clair : « Jamais la section C.F.D.T. n'acceptera ces conditions posées par la C.G.T. » Il rappelle, au contraire, le rôle extrêmement important joué par le Comité d'action dans la lutte et affirme qu'il a permis à la démocratie de mieux fonctionner. Il déclare que l'expérience du Comité d'action est à étudier et à encourager.

A propos de la C.G.T., Charles Piaget rappelle qu'elle a toujours essayé de freiner la lutte. Et il donne cet exemple assez significatif de son attitude :

La C.G.T. a été complètement en dehors de « l'enlèvement » des montres ; seuls la C.F.D.T. et le Comité d'action y ont participé. Et un beau jour la C.G.T. exige de connaître la totalité des « planques » ! Alors même que personne à la C.F.D.T. ou au Comité d'action ne les connaît toutes. C'était là bien entendu une prétention inacceptable.

Autre exemple : il y a maintenant quelques mois, une manifestation est décidée en Suisse. La C.G.T. crie à la provocation, disant que les Lip vont se retrouver en prison et que ça risque de provoquer des difficultés diplomatiques... La manifestation a été un plein succès.

La division provoquée par la C.G.T. a donc été une des raisons de ces difficultés. Mais il y a eu aussi une multitude de pressions d'ordres divers : des lettres de menaces, y compris des menaces de mort ; une campagne menée par les C.D.R. ; des visites à domicile pour essayer de faire changer certains Lip d'attitude. Et puis le chantage à la Sécurité sociale. Sans oublier la police qui cherche toujours le fameux « trésor de guerre ». Tout cela a fait qu'il y a eu de très durs moments.

Mais les Lip s'en sont sortis et la popularisation a repris.

Charles Piaget n'exclut pas l'éventualité d'un nouveau coup de force policier.

Quelle est aujourd'hui le meilleur moyen pour soutenir les Lip ? A cette question Charles Piaget nous répond :

« Le meilleur moyen de soutien c'est quand même d'abord de comprendre la situation dans laquelle nous sommes. Nous avons la plus grande difficulté à cause de la division syndicale et nous avons à essayer de regagner l'unité syndicale. Nous ne pouvons donc pas avoir un soutien trop exclusivement marqué par des organisations d'extrême-gauche. Il faut par exemple que ceux qui veulent soutenir essaient d'élargir le soutien, être au moins avec une organisation syndicale, sinon ça contribue à accentuer un peu la marginalisation du soutien. C'est un petit peu la difficulté principale actuelle ; mis à part ça on a préparé « les Six Heures » avec les Lip dans un grand nombre de villes. On a d'ailleurs trop de demandes, on ne peut pas répondre à tout. Il y a le colloque qu'on va organiser à Besançon, un colloque sur l'emploi. Et puis il y a toutes sortes d'initiatives, des meetings. »

Mais surtout, le problème fondamental c'est que les Lip ne soient pas isolés, que le pouvoir ne puisse pas les frapper, qu'il sache qu'ils ne sont pas isolés, qu'il y a toujours une popularité et qu'il y a des risques de riposte en cas d'attaque moyenne contre les Lip.

Toutes les initiatives sont bonnes dans ce sens ! »

Peugeot (St-Etienne) Ni les "missives" ni les milices patronales n'entament la détermination des travailleurs

Alors que sept de leurs camarades sont cités en conseil de prud'hommes à la suite des grèves du printemps dernier, les métallos de l'usine Peugeot de Saint-Etienne expriment leur solidarité de classe à l'appel des organisations syndicales C.F.D.T., C.G.T. et F.O. en débrayant le 25 octobre pendant une heure.

Devant cette solidarité agissante des métallos, la direction des usines Peugeot décidait l'envoi de 1100 lettres d'avertissement, mettant en cause le droit de grève inscrit pourtant dans la Constitution bourgeoise.

Voici quelques extraits de cette lettre : « Vous avez cessé le travail le 25 octobre de 16 h 15 à 17 h 15. Nous avions déjà noté de votre part des arrêts successifs de travail : le 7 septembre de 15 h 25 à 17 h 25 ; le 2 octobre de 16 h 15 à 17 h 15 (...). Ces faits ne peuvent, en effet, être considérés comme l'exercice normal du droit de grève tel qu'il est reconnu par la loi. »

Précisons pour nos lecteurs que la grève de deux heures du 7 septembre était par solidarité avec les ouvriers de chez Lip ; et que le 2 octobre les métallos protestaient contre la mise à pied d'un délégué C.G.T.

Les métallos sont nullement découragés à se laisser intimider par les « missives » de la direction Peugeot, pas plus que par ses milices patronales, comme ils l'ont déjà prouvé ; mais restent vigilants. Les métallos sont résolus à faire respecter leurs droits de classe.

— o —

Clermont-Ferrand Grèves et répression patronale chez Michelin

Chez Michelin, les ouvriers se sont mis en grève pour faire aboutir leurs revendications :

- Réduction du temps de travail ;
- Augmentation de la paye ;
- Avancement de l'âge de la retraite.

De nombreux ateliers sont en grève aux Carmes, à Cataroux et à la Combaude où la production a baissé de 20 % depuis quinze jours, de plus RX (tringles) fait grève en solidarité avec l'usine de Vannes en grève depuis le 8 octobre.

Dans les chaînes de fabrication des pneus, les ouvriers font grève à tour de rôle : un jour ceux du déchappage, le lendemain ceux du brossage, ensuite ceux de la vérification, puis du colmane, de la cuisson, etc., si bien que la production est désorganisée.

Ça fait mal au patron !
Devant la montée des luttes des ouvriers, le patron, nostalgique de l'époque des Cagoulards, commence à s'affoler et emploie la terreur fasciste : il a lâché ses nerfs pour saccager le local C.G.T. et recourt de plus en plus féroce aux manœuvres d'intimidation contre les ouvriers (l'autre jour ils ont essayé d'empêcher un délégué C.G.T. de rentrer à l'usine).

Mais devant les provocations du patron, les ouvriers s'unissent pour l'action ! La grève fait tache d'huile et si ça continue la totalité de l'usine sera bientôt en grève !

A BAS LA REPRESSION PATRONALE !

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

CLASSE CONTRE CLASSE !

Correspondant H.R. Clermont.

Communiqué des Lip du 2 novembre

Les pressions continuent à propos de la santé de nos familles.

A notre assemblée générale quotidienne qui a été très suivie, malgré le saut de la Toussaint, nous avons examiné la question de notre inscription éventuelle au chômage.

De très nombreux travailleurs ont reprochés aux délégués C.G.T. leur déclaration favorable à l'inscription au chômage. Cette déclaration a été immédiatement exploitée à fond par la radio et la presse qui ont laissé entendre que notre lutte prenait fin.

De nombreuses sections syndicales, y compris des sections syndicales C.G.T., ont téléphoné de toutes les régions pour savoir à quoi s'en tenir. Les travailleurs nous encouragent à poursuivre la lutte et nous assure de leur soutien, nous les avons rassurés nous poursuivons la lutte, même ceux d'entre nous qui se sont inscrits à l'Agence pour l'Emploi tout en refusant de toucher les indemnités de chômage et l'A.S.S.E.D.I.C., participent en règle générale aux assemblées générales et continuent leurs activités dans les commissions.

La question de notre inscription éventuelle est difficile à résoudre. Il s'agit de présenter nos droits vis-à-vis de la Sécurité sociale et des Allocations familiales, les prestations sociales ont

été supprimées entre le 6 et 10 septembre, soit un mois après notre licenciement au collectif officiel. Le ministre de la Santé publique laisse entendre qu'un nouveau délai nous est accordé jusqu'au 12 novembre soit un mois jour pour jour après le vote par lequel nous avons refusé le « plan Giraud » ! Le ministre aurait déclaré que la période des négociations pouvait être considérée comme une période transitoire la suppression n'étant que temporaire, c'est du moins ce qu'on déclare à la préfecture du Doubs et à la direction départementale de la Main-d'œuvre.

Quelque soit notre décision finale concernant cette inscription, nous sommes tous échauffés et révoltés par la façon dont le pouvoir cherche à faire pression sur nous au sujet de la santé de nos familles ! Selon les besoins du moment, le pouvoir jongle avec les règlements, les interprète, les transforme ! Il en arrive à de telles manœuvres que notre résistance inquiète de plus en plus.

Certes nous avons un cap difficile à passer. Nous devons tenir le coup malgré la campagne d'intoxication que le pouvoir a déclenché contre notre lutte, malgré la division syndicale qui nous rend plus vulnérable à ces coups qui freinent le mouvement de soutien sans lequel nous sommes perdus.

CHINE, ALBANIE : Des Prix stables ou en baisse

Chaque travailleur peut constater que la hausse des prix, particulièrement pour les produits de première nécessité comme les aliments, est une donnée constante dans un pays capitaliste comme la France. En fait, hausse des prix et inflation sont des phénomènes typiques du système capitaliste : ils ne disparaîtront qu'avec la fin de ce système et son remplacement par le système socialiste. On constate en effet que seuls des pays authentiquement socialistes, comme la Chine et l'Albanie, connaissent une monnaie stable et des prix stables ou en baisse.

Ce phénomène reste mystérieux aux yeux des économistes bourgeois, qui ne peuvent comprendre une société dont le but n'est pas le profit pour quelques-uns, mais le bien-être pour tous les travailleurs.

Les faits : des prix stables ou en baisse

Dans les authentiques pays socialistes, les prix des articles et des services de première nécessité sont très bas, ou même purement gratuits comme les soins médicaux. Les loyers mensuels sont dérisoires (une à deux journées de salaire). Nourriture et habits sont bon marché. Les loisirs (prix des places au cinéma ou au théâtre, par exemple) sont quasiment gratuits, les livres ne coûtent presque rien. Bref, tous les travailleurs sont assurés de pouvoir se procurer le nécessaire à bas prix : aucune gêne en fin de mois, aucune angoisse des lendemains, d'autant que le chômage a disparu dans ces pays.

Les travailleurs peuvent alors épargner beaucoup d'argent, afin d'acheter les produits plus coûteux et d'améliorer sans cesse leur niveau de vie. En Chine, entre 1952 et 1971, l'épargne a été multipliée par 8 dans les villes et par 101 à la campagne.

Les prix sont stables, ils ne connaissent pas de fluctuations anarchiques. Les seuls changements qui interviennent sont des baisses, pratiquées périodiquement. Ainsi en Albanie, en 1969, à la veille du 25^e anniversaire de la Libération, une baisse générale des prix a été décrétée.

Les prix des articles industriels d'usage courant (radio, bicyclette...) sont régulièrement abaissés. Depuis 1966 en Chine, le prix d'une bicyclette a diminué de moitié (alors qu'il a doublé en France en vingt ans).

L'intérêt commun des ouvriers et des paysans

La politique des prix pratiquée par l'Etat socialiste renforce l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie,

base de la dictature du prolétariat. Les prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture (camions, engrais, chimiques, machines agricoles...) sont en constante diminution. Par contre l'Etat, afin d'accroître les revenus des paysans, relève périodiquement les prix auxquels il achète leurs produits.

En Chine, « le prix d'achat moyen de 50 kg, pour six sortes de céréales, est passé de 5,55 yuans en 1950 à 10,82 yuans en 1971 (le yuan étant resté stable, note de M.L.) ; celui du porc, de 26,85 yuans pour 50 kg est passé à 48,5 yuans en 1971. Les prix de vente en revanche, n'ont pratiquement pas varié. La différence de prix et les frais de manutention et autres

Grâce à cette politique des prix, les paysans peuvent obtenir, pour une même quantité de produits agricoles, une quantité plus grande qu'autrefois de produits industriels. La campagne ne prend pas de retard sur la ville, les disparités entre régions riches et régions pauvres s'amenuisent.

Les raisons : une politique des prix planifiée, au service du bien-être du peuple

La loi fondamentale de l'économie socialiste, c'est l'amélioration continue du bien-être des masses tra-

qui rapportent le plus de profit, et non celles dont les masses travailleuses ont vraiment besoin.

Les révisionnistes au pouvoir en U.R.S.S. et dans d'autres pays ont réintroduit le « profit » et la « concurrence », typiques du capitalisme. C'est ce qui explique que ces pays connaissent aujourd'hui hausse des prix et inflation — donc dégradation des conditions de vie des travailleurs. Depuis 1966 en particulier, le gouvernement soviétique a fortement majoré les prix de gros dans de nombreuses industries (bonneterie, chaussure, industries lourde, textile et alimentaire). Pour la seule année 1967, les chiffres officiels indiquent que le prix du char-

base, avant tout, de la loi fondamentale de l'économie socialiste : l'élévation du bien-être et du niveau culturel des masses.

En économie capitaliste, la loi de la valeur régit le mouvement des prix : le prix se règle sur la base du temps de travail socialement nécessaire à la production d'une marchandise (et cette quantité de travail, c'est la substance de la valeur) ; mais cela se fait de façon spontanée, « aveugle », à travers la concurrence et le jeu de l'offre et de la demande qui s'exerce librement sur le marché. C'est pourquoi l'Etat capitaliste ne peut pas agir fondamentalement sur les prix, il ne peut qu'en modifier temporairement les oscillations.

L'économie socialiste est planifiée : la quantité de travail nécessaire à la production d'une marchandise, le pouvoir d'achat de la société et la capacité d'approvisionnement du marché peuvent être déterminés par le calcul. L'Etat socialiste procède à ces calculs en tenant compte des lois de l'économie socialiste, et avant tout de la loi fondamentale. C'est pourquoi il a vraiment une politique des prix, consciente, au service du peuple travailleur. Par exemple, dans le but d'améliorer la vie du peuple et de répandre la culture, certains produits, tels les livres, les habits d'enfants, les médicaments, sont vendus en-dessous de leur valeur.

Pas d'inflation

La cause fondamentale de l'inflation — une progression plus grande de la masse monétaire que de la production nationale — disparaît en économie socialiste.

En Chine et en Albanie, l'émission de billets répond essentiellement aux besoins de développement de l'économie : l'augmentation de la masse monétaire correspond au développement continu de la production industrielle et agricole. Ce qui élimine l'inflation et la hausse permanente des prix qui en découle.

L'accroissement des investissements provient de l'augmentation des recettes de l'Etat. D'où viennent des recettes ? A la différence des pays capitalistes, elles ne viennent ni de l'augmentation des taxes et des impôts (en Albanie, ces derniers ont été totalement supprimés en 1969), ni du recours abusif à la planche à billets — mais de l'accumulation socialiste (c'est-à-dire de la progression constante et harmonieuse de la production).

Si à un moment donné, revenus et dépenses ne s'équilibrent pas, nous résolvons le problème par des ajustements appropriés sur le plan économique et par le déclenchement de campagnes de masse visant à augmenter la production et à pratiquer l'économie, mais non par le recours aux dettes intérieures et extérieures et moins encore bien sûr à de nouvelles émissions de monnaie ! C'est principalement en se fondant sur les besoins du développement économique, du développement de la production et de l'accroissement de la circulation des marchandises que notre pays émet sa monnaie. (Le renmbi chinois, l'une des rares monnaies stables du monde, p. 31).

Des prix stables ou en baisse et l'absence d'inflation ne peuvent être obtenus qu'avec le système socialiste, dont le but n'est pas la recherche du profit maximum, mais l'élévation du bien-être et du niveau culturel des masses travailleuses, et dans lequel une marchandise est jetée sur le marché non pour qu'une poignée de capitalistes réalisent le profit maximum au détriment des travailleurs, mais pour améliorer le niveau de vie du peuple.



La colère des petits commerçants

Depuis plusieurs jours maintenant les petits commerçants bloquent les centres de distribution de fruits et légumes et une grève générale est prévue. Cette lutte est juste et doit être soutenue.

Il y a quelque temps le gouvernement annonçait la taxation de certains produits afin de faire croire qu'il combattait l'inflation. Cette mesure consistait à bloquer les marges bénéficiaires des commerçants sans toucher aux augmentations provoquées par les grossistes. Les petits commerçants se trouvent ainsi coincés entre le blocage des marges bénéficiaires et les prix en gros qui eux augmentent. Pour donner un exemple : 1 kg de raisin acheté par le petit commerçant 4,60 F devrait être revendu 6,60 F pour qu'il s'y retrouve. Avec la taxation, il ne pourra le vendre que 5,82 F sur lesquels il faut enlever 32 centimes de T.V.A., 21 centimes de taxe à Rungis. Reste 59 centimes pour les impôts, les frais divers, etc. De

telles mesures signifient rien moins que la faillite de nombreux petits commerçants en particulier de fruits et légumes. Ce qui explique leur détermination et l'ampleur du mouvement.

Le gouvernement a cherché à faire supporter aux petits commerçants les frais de ses mesures démagogiques, alors qu'ils ne portent pas la responsabilité des hausses. Il a frappé les petits pour épargner les véritables responsables des hausses : les monopoles.

Il a cherché à dresser les travailleurs contre les petits commerçants en les présentant comme les responsables des hausses.

Bientôt, il s'en prendra aux travailleurs en bloquant les salaires. Contre la vie chère, contre les mesures du gouvernement il est juste que les travailleurs et les petits commerçants s'unissent. Les petits commerçants sont eux aussi victimes du capita-

lisme ; et ils doivent comprendre qu'ils n'ont pas de salut en dehors de l'alliance avec la classe ouvrière dans la lutte contre le capitalisme.

Un des aspects les plus importants de la lutte actuelle des petits commerçants est qu'elle contribue à détruire les illusions qu'avait pu semer récemment la démagogie d'un Royer. Il n'y a pas un mois on leur promettait de les protéger contre la concurrence, et aujourd'hui le même gouvernement prend des mesures qui accélèrent leur ruine et favorisent le développement des grandes surfaces. C'est là toute la différence entre la démagogie et la réalité.

Avec la loi Royer, la bourgeoisie avait tenté de ramener à elle les petits commerçants, de les détourner de l'alliance avec la classe ouvrière. La réalité leur montre aujourd'hui la nécessité de cette alliance. Les petits commerçants n'ont rien à attendre du capitalisme sauf la faillite.

1970 les dirigeants révisionnistes de Pologne envoient les tanks contre les ouvriers qui protestent contre la hausse des prix

Au début de l'hiver 1970, la Pologne connaissait une grave situation économique : c'était là le résultat de la restauration accélérée du capitalisme qui ne peut qu'apporter misère et souffrance au peuple polonais.

Le capitalisme, ce n'est pas seulement le profit, l'exploitation, l'enrichissement d'une poignée de bourgeois, c'est aussi un appareil policier et militaire destiné à protéger les nouveaux profiteurs. On s'en souvient : le 13 décembre 1970, le gouvernement de Gomułka, pour faire face à l'aggravation de la situation économique, décide une brutale hausse des prix : de 15 à 60 %, en particulier pour les denrées alimentaires.

C'en est trop pour les travailleurs polonais, las d'un régime qui se prétend « socialiste » mais qui opprime et exploite paysans et ouvriers au profit d'une petite poignée de privilégiés.

Dès le 14 décembre, les ouvriers de Gdansk, Gdynia et Sopot se mettent en grève. Les travailleurs descendent dans la rue et affrontent les « forces de sécurité ». La grève s'étend, les manifestations aussi, qui tournent à une hostilité générale contre le régime révisionniste.

La répression est sauvage, fasciste : officiellement, près de 20 morts, des centaines de blessés.

Ici, en France, les dirigeants révisionnistes versent des larmes de crocodile et se contentent de constater que « Gomułka était trop coupé des masses ». Cette folle audace dans la « critique » ne s'est manifestée bien

entendu qu'après que Gomułka eut démissionné !

Les travailleurs de France doivent tirer les leçons des événements de Pologne : derrière le rideau de fu-

mée de leur démagogie, le régime qui veut ramener à elle les petits commerçants, de les détourner de l'alliance avec la classe ouvrière. La réalité leur montre aujourd'hui la nécessité de cette alliance. Les petits commerçants n'ont rien à attendre du capitalisme sauf la faillite.



Intimidation policière dans les quartiers populaires de Scetzin en 1970

Dans le n° 3 de PROLÉTARIAT
UN DOCUMENT ALBANAIS
SUR L'ECONOMIE POLITIQUE DU SOCIALISME
"LA PRODUCTION MARCHANDE
ET LA LOI DE LA VALEUR"

Commandez « Prolétariat » à E. 100
B.P. 120 - 75962 Paris Cedex 20
Prix : 6 F (+ 1 F pour frais de port)

INDOCHINE EN LUTTE

L'agression U.S. n'est pas finie en Indochine... 4 milliards de dollars débloqués pour les fantoches Thieu-Lon Nol pour l'année fiscale 1973-1974 ! Des transports d'armes incessants, un appui d'encadrement militaire maintenu ; les directives du commandant en chef des forces armées U.S. dans le Pacifique ayant toujours force de lois... Washington se moque des Accords de Paris.

Mais il laisse le devant de la scène à ses fantoches : un Thieu hystérique qui tente d'affamer et d'emprisonner tout un peuple ; un Lon Nol aux abois qui essaie de sauver les meubles...

L'aspect principal de la situation n'est pas dans ces vaines tentatives, si meurtrières, si douloureuses soient-elles pour les peuples d'Indochine. C'EST L'IRRESISTIBLE AVANCEE DES TROIS PEUPLES VERS LA VICTOIRE FINALE ; au Laos, où les patriotes s'efforcent de faire respecter les Accords de Vientiane et la formation du gouvernement provisoire ; au Vietnam, où le peuple vigilant et résolu mène une lutte multiforme, politique et armée, riposte du tac au tac aux empiètements de l'ennemi, consolide ses victoires dans la zone libérée, redouble ses coups contre l'odieuse dictature de Thieu dans les villes et dans les bagnes ; au Cambodge, où la saison sèche commence, prometteuse en victoires décisives.

Vietnam

Vigilance et riposte

« Il faut attaquer le premier pour prévenir une offensive. » C'est Thieu qui claironne à tous vents, alors qu'il affirme sérieusement n'avoir commis aucune violation des Accords de Paris ! Thieu n'est pas à une contradiction près !

Une chose est sûre : tandis qu'il accuse le G.R.P. de « préparer une offensive », Thieu multiplie LES OPERATIONS

en était encore besoin — sa nature fasciste. MAIS AUSSI SA POSITION DE FAIBLESSE ET D'IMPUISANCE. Car un courant grandissant emportera Thieu comme un fétu de paille. Il multiplie les attaques contre la zone contrôlée par le G.R.P., c'est vrai, mais la riposte vient du tac au tac : du 1^{er} au 20 octobre, 4 000 Saigonnais ont été mis hors de



D'EMPIETEMENT DE LA ZONE LIBEREE. Depuis début octobre, menaces et opérations ont redoublé d'intensité, l'aviation saigonnaise a bombardé de nombreuses provinces, celle de Tay Ninh, la plantation d'hévéas de Dau Vieng ; Thieu a porté la guerre dans le delta du Mékong, au Centre Vietnam, près de la frontière cambodgienne. Partout, il continue les opérations de « pacification », sous direction U.S. — c'est une société d'informaticiens de Los Angeles qui a équipé la police de Thieu et a mis en fiche 11 millions de Vietnamiens. Plus que jamais, il fait emprisonner tous les opposants, torturer leurs familles, entasser les villageois dans des « camps de réfugiés », avec encadrement U.S. s'entend ! Car c'est toujours le Pentagone qui inspire Thieu ; à Kontum, s'est tenue dernièrement une réunion de préparation de l'offensive sur les « hauts plateaux » ; l'attaché militaire de l'ambassade U.S. de Saigon et le général Kingston, chef de la délégation U.S. à la commission quadripartite, étaient présents ! Dernier forfait de Thieu : la perquisition de riz : les paysans sont pillés, les citadins ne trouvent du riz qu'à très haut prix ; partout des fouilles, des pillages, aux gares, aux embarcadères, dans les maisons. Qui-conque a quelques grains de plus que la ration est accusé de « sympathie vietcong ». Après l'extermination, Thieu organise la famine !

Autant de faits qui révèlent — s'il

combat, 2 canons détruits, 5 avions abattus ! Et aussi se multiplient les faits de fraternisation : combattants des F.A.P.L. et soldats saigonnais sympathisent et isolent les officiers forcenés de Thieu, en bien des endroits. Les paysans s'opposent aux réquisitions de riz ; les patriotes emprisonnés transforment leurs geôles en centres de résistance. La zone libérée, enfin, consolide largement sa position de grand arrière par rapport aux zones sous contrôle de Saigon ; la bataille du riz est menée avec ardeur : on cultive partout, dans les cratères de bombes et dans les champs redevenus friches par les épandages ; les récoltes seront meilleures qu'en 1973 ; des « réfugiés » réussissent à revenir au village ; ils sont accueillis, logés, nourris. La bataille pour l'enseignement bat son plein : on ouvre des écoles primaires, des écoles pour cadres, pour les Vietnamiens et les minorités nationales. Un grand élan anime tous ; et la terre du Sud-Vietnam, labourée par les bombes, brûlée par le napalm, a déjà repris un autre visage, car à Quang Tri et ailleurs : « En cette année 1972 du 20^e siècle, s'inscrit dans l'histoire de Quang Tri une épopée d'une nouvelle génération de pionniers, ceux qui ont arraché le territoire des mains des agresseurs étrangers et à cette terre qu'on croyait anéantie, ils ont insufflé une vie nouvelle, dans la liberté et l'indépendance. »

Cambodge

Vers une puissante offensive de la saison sèche

« Nous sommes entrés dans la phase décisive de notre lutte qui s'achemine vers sa victoire complète. Aucune force, aucune manœuvre, aucune puissance impérialiste ne pourront entraver cette marche victorieuse de notre peuple. »

(il faut) « porter encore plus haut levé le drapeau de la lutte résolue, lancer des offensives de la saison sèche 1973-1974 encore plus foudroyantes et préparer toutes les conditions nécessaires en vue de la libération complète de notre pays. »

« Nous devons élever notre vigilance révolutionnaire pour déjouer tous les plans et manœuvres de l'ennemi, qu'elles soient militaires, politiques ou diplomatiques, en particulier ses manœuvres de division, de compromis, de fausse réconciliation et de paix trompeuse. »

« Développons et renforçons notre unité et notre solidarité sous la bannière victorieuse du F.U.N.K. et sur la base de notre ligne politique de lutte résolue pour bouter totalement hors du Cambodge tous les impérialistes américains et leurs valets de Saigon et de Bangkok, balayer totalement de notre sol les traîtres Lon Nol, Sirik Matak, Son Ngoc Thanh, In Tam, Cheng Heng, Sosthene Fernandez et leur régime, faire triompher la cause de notre indépendance nationale et bâtir un Cambodge indépendant, souverain, pacifique, neutre, démocratique et prospère dans l'intégrité territoriale, conformément aux cinq points du F.U.N.K. contenus dans la déclaration solennelle du 23 mars 1970 de Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat et président du F.U.N.K., réaffirmés solennellement par le congrès national en date du 21 juillet 1973. »

Telle est la conclusion de l'appel à la nation et au peuple cambodgiens lancé par le Premier ministre Penn Nouth à l'occasion du vingtième

anniversaire de l'indépendance du Cambodge.

La saison sèche 73-74 commence dans de bonnes conditions au Cambodge. Le bilan de la saison des pluies est éloquent ; les troupes lonnoliennes, réduites à la passivité, ont été anéanties en maints endroits ; les routes stratégiques ont été coupées ; les convois anéantis à 50 ou 60 % ; Phnom Penh isolé plus encore. Impasse militaire pour Lon Nol, mais aussi politique : le nouveau « cabinet spécial » d'In Tam ne vaut pas mieux que les autres ; il n'a pas plus d'avenir que cette poignée de politiciens corrompus et traîtres à leur pays qui prétendent encore gouverner le Cambodge... pour le compte de leur maître Nixon !

Le Cambodge nouveau, celui de la zone libérée, qui couvre neuf dixièmes du territoire et regroupe près de 6 millions d'habitants, va de l'avant et prépare les victoires de demain. Un grand élan a porté paysans, bonzes et intellectuels patriotes pour accroître la production agricole ; la récolte de riz s'annonce excellente ; l'unité populaire renforcée par le congrès national de juillet, l'ardeur des combattants permettent de bien augurer de l'avenir et du succès dans les tâches fixées par le vice-ministre du G.R.U.N.C., Khieu Sampan, le 3 novembre dernier.

— pour les combattants : intensifier les attaques contre Phnom Penh et les chefs-lieux de province, contre les voies de communication,

— pour les patriotes de la zone encore occupée : s'opposer au racolage pour l'armée lonnolienne et, en cas de besoin, rejoindre la zone libérée (récemment, 4 000 étudiants de Konpong Cham, sur 5 000, ont rejoint la zone libérée !),

— pour les soldats et les officiers de l'armée fantoche : retourner les armes contre les traîtres, rallier les patriotes.

CAMBODGE : UN BILAN DES VICTOIRES... du 27 janvier au 15 octobre 1973

- 150 320 ennemis mis hors de combat.
- 253 avions incendiés ou abattus.
- 624 navires coulés ou endommagés.
- 1 373 postes rasés.
- 4 575 tonnes d'armes récupérées.

Visite amicale des dirigeants de la République Démocratique du Vietnam en Albanie

Le 28 octobre, à l'invitation du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie et du gouvernement de la R.P. d'Albanie, une délégation du Parti des Travailleurs du Vietnam et du gouvernement de la R.D. du Vietnam, conduite par le Premier ministre Pham Van Dong, est arrivée en Albanie. Cette visite est un témoignage des liens internationalistes et de la solidarité fraternelle et militante qui unissent les peuples vietnamien et albanais.

Des milliers d'Albanais étaient dans les rues de Tirana pour ovationner Pham Van Dong et les autres dirigeants vietnamiens. Sur la place Skenderbeg, un chœur d'un millier de jeunes pionniers chantait, devant un immense portrait du Président Ho Chi Minh. Lors des visites effectuées par les dirigeants vietnamiens, les travailleurs al-

banais ont chaleureusement manifesté la profonde admiration et l'amitié révolutionnaire qu'ils nourrissent pour l'héroïque peuple vietnamien.

Au cours d'une réception, Mehmet Shehu, membre du Bureau Politique du P.T.A. et Président du Conseil des ministres, a déclaré : « Des milliers de kilomètres séparent l'Albanie du Vietnam, mais cette distance n'a pas empêché nos deux peuples et nos deux pays d'être proches l'un de l'autre et de développer entre eux des liens d'étroite amitié fraternelle et de solidarité combattante fondés sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. »

Le 31 octobre, le grand dirigeant du peuple albanais, Enver Hoxha, a reçu Pham Van Dong et les autres membres de la délégation vietnamienne.

La Révolution par "la voie pacifique" en Amérique Latine

Les marxistes-léninistes doivent sans répit rappeler, comme le fait « l'Humanité Rouge » depuis le coup d'Etat fasciste au Chili, les propres déclarations des révisionnistes de France et d'ailleurs, pour qui « l'investissement pacifique » de l'appareil d'Etat chilien représentait la preuve absolue de leurs prétendues « thèses novatrices ».

Il est juste de montrer que cette dégénérescence criminelle constitue un ensemble idéologique homogène et représente une pièce essentielle d'un plan d'ensemble élaboré, propagé et imposé par Khrouchchev et ses complices après le XX^e congrès du P.C.U.S.

Il est bon de rappeler les propos tenus il y a près de 10 ans par des dirigeants de partis révisionnistes, en Amérique latine précisément.

HUGO BARRIOS KLEE* (Parti guatémaltèque du travail) :

« Les forces démocratiques de notre pays, notamment le parti du travail (Parti communiste) qui milite dans la clandestinité, ont déclaré à maintes reprises que la révolution guatémaltèque pouvait être réalisée en suivant la voie la moins douloureuse, la moins pénible pour le peuple : la voie pacifique. »

(Nouvelle revue internationale - novembre 1962)

Son compère C. TZUL, dans la même revue deux ans plus tard (septembre 1964) assignait aux « partis démocratiques » un objectif qui laisse rêveur :

« ... (..) le droit du peuple du Guatemala d'être légitimement un gouvernement patriotique capable d'entraîner le pays dans la voie de la légalité, d'ouvrir la voie au progrès social et de garantir les droits du peuple. »

Comme chacun sait, la dictature

fasciste et la barbarie atroce que connaissent déjà le Guatemala lorsque ces lignes honteuses ont été écrites demeure. Les masses ouvrières et paysannes subissent toujours la terreur des bandes armées du capital. Hugo Barrios Klee a lui-même disparu, assassiné clandestinement par la police... Ses compagnons en « révolution pacifique » osent-ils encore parler d'élections et de légalité ?

RODNEY ARISMENDY (Parti communiste d'Uruguay)

« Au cas où la conjoncture serait propice — si des facteurs politiques favorables : développement historique, situation géographique, fléchissement de la résistance des classes dominantes, intervenaient dans ce sens — l'évolution internationale pourrait accroître les chances d'un déroulement pacifique de la révolution dans tel ou tel pays. Qui peut nier par exemple une telle possibilité pour l'Uruguay si certaines conditions étaient réalisées, telle l'existence d'un gouvernement anti-impérialiste au Brésil ou en Argentine ? »

Prophétie malheureuse, Monsieur Arismendy. Malheureuse et coupable. La dictature démocratique bourgeoise d'octobre 1964 a fait place à une dictature avouée et féroce de la bourgeoisie dès que celle-ci a pris conscience de la révolte des masses populaires. Le président de l'Uruguay n'a pas craint de bafouer la Constitution et la légalité qui étaient siennes pour confier à la soldatesque fasciste, officiellement, une tâche qui était déjà — en sous-main — la sienne : la répression, les tortures, les assassinats...

PEDRO MOTTA LIMA (Parti révisionniste brésilien) :

« La résolution (du Comité central du P.C.B.) appelle les masses à exiger des élections libres et la libéra-

tion immédiate des prisonniers politiques. »

Résolution dérisoire lorsqu'on sait que ces lignes ont été écrites en septembre 1964, en réponse au coup d'Etat militaire qui a plongé le Brésil dans l'obscurité de la réaction la plus atroce et la plus ignoble. Avec de telles supplications les « gorilles » pourraient dormir tranquilles et poursuivre avec assiduité les tortures qui les ont rendus célèbres dans le monde entier. Mais qui ose dire que le P.C.B. n'est pas résolu à montrer la juste voie au peuple opprimé. Voyons plus loin :

« Organisons la résistance et la lutte du peuple contre la dictature en recourant à tous les moyens, depuis les protestations les plus élémentaires jusqu'aux meetings, manifestations de rue et autodéfense de masse. »

Ce genre de fanfaronnade de roquets rend un son tragique. Pas une seule fois les mots de lutte armée. Pas un seul appel au combat résolu pour écraser les fascistes. Non, seulement l'« autodéfense de masse » (?)

Mais est-ce vraiment une coïncidence si dans ce même numéro de septembre 1964 de la nouvelle revue internationale, le préposé de service aux aboiements contre les marxistes-léninistes conséquents écrivait froidement :

« La voie révolutionnaire si brillante de l'héroïque peuple chinois s'est trouvée tout à coup obscurcie par l'aveuglement petit-bourgeois de ses dirigeants qui se montrent incapables de déployer, à la tête de l'édification économique de leur pays, la même efficacité que durant la guerre civile. Ils semblent dépassés par les redoutables problèmes économiques qui se posent à eux. »

Sans commentaire, cette fois !

S.N.C.F. BAS LES MASQUES

A Thiais, le 21 août 1973, le comité central d'entreprise d'Air France, en coopération avec la fédération CGT des cheminots, publiait un prospectus vantant les délices des « vacances provençales » dans le cadre idéal du site « Le Griffonier » dans le Var ; comme tous les prospectus des agences de voyages et autres organismes spécialisés dans les « loisirs » celui-ci offre des prix faussement modifiés (33 F par jour par personne, pension complète, sauf boissons) pendant toute l'année sauf la période du 17 juin au 14 septembre. Pendant l'été pas de séjour possible : la meilleure saison est réservée au « gratin », pas à la plèbe des cheminots.

Recevoir de telles propositions de la CGT étonnera encore certains, mais voilà qui est significatif de la vaste entreprise de la collaboration de classe à laquelle les dirigeants de ce syndicat désirent tant nous faire participer. A l'affaire présente, probablement parainée par Séguy, deux syndicats CGT ont participé : celui des cheminots et celui d'Air France membre du C.E.

QUE SONT LES COMITES D'ENTREPRISES ?

La loi sur les C.E. fut discutée et votée le 22 février 1945 dès après la Libération.

Au sortir de la guerre, affaiblie, marquée à jamais du sceau de la trahison nationale (elle avait collaboré pour sa plus grande part avec le nazisme hitlérien), effrayée par la marche des peuples au socialisme, suivant les traces de l'Armée Rouge, du peuple soviétique et du camarade Staline, la bourgeoisie capitaliste reconnaissait de fait la présence des syndicats au sein de l'entreprise.

Cette loi avait comme objectif la limitation des prérogatives patronales, le droit de contrôle des ouvriers sur la gestion, sur les prix et les profits capitalistes. Les C.E. pouvaient, dans le contexte historique et momentanément, servir la lutte des classes, et ce à la seule condition que les militants ouvriers soient et restent des combattants « classe contre classe ».

Tel ne fut pas le cas et dès 1949 G. Monmousseau devait mettre en garde les militants contre la collaboration de classe qui se faisait jour au sein des C.E.

Aujourd'hui ceux-là mêmes qu'avait mis en garde Monmousseau, sont parvenus, par des moyens abjects et bas à faire passer leur ligne de trahison : ils organisent avec le patronat des vacances pour les travailleurs !

IDEOLOGIE REVISIONNISTE = IDEOLOGIE BOURGEOISE.

Etant tombés définitivement et sans recours dans la collaboration avec le capital, les dirigeants CGT diffusent l'idéologie bourgeoise ; non contents d'extorquer l'argent que les travailleurs ont gagné, et ce par tous les moyens, ils calquent sur leurs manières de s'y prendre sur celles de la bourgeoisie.

Ils voudraient nous faire croire que la lutte de classe s'arrête pendant les vacances surtout en ces « lieux magnifiques » de la Côte d'Azur aux alentours de St-Tropez... où se retrouve toute la lie de la bourgeoisie dorée qui y putrifie au soleil.

Un cheminot marxiste-léniniste
Marseille

PARIS (Mutualité)

Meeting pour une Espagne républicaine, populaire, fédérative

Samedi 10 novembre, à la Mutualité à Paris, s'est tenu avec succès un meeting « contre la dictature monarcho-fasciste et pour une Espagne républicaine, populaire et fédérative ». Ce meeting était organisé par le F.R.A.P., le C.E.R.A.P. et les républicains espagnols à l'occasion du trentième anniversaire de l'héroïque défense de Madrid, où les brigades internationales et le peuple espagnol ont lutté au coude à coude contre le fascisme, Jean Cassou, ancien des brigades, le présidait, avec émotion et ferveur. Une majorité d'Espagnols dans la salle, et notamment des travailleurs, jeunes et vieux mêlés, tous unis pour défendre le drapeau trico-

lore de la République espagnole contre la farce de la restauration de la monarchie, du « franquisme sans Franco ». L'orateur du F.R.A.P. comme celui des républicains espagnols devaient d'ailleurs exalter l'union de ces deux générations : l'ancienne, celle qui a connu la « guerre civile », qui a combattu les armes à la main Franco et le fascisme hitlérien et mussolinien ; et la nouvelle qui, aujourd'hui, se lève par vagues successives pour renverser le régime franquiste. Les deux orateurs ont fustigé le révisionniste Carrillo, qui répand le défaitisme et propose un compromis avec Juan Carlos. Un ouvrier de l'O.S.O. (Opposition syndi-

cale ouvrière) a brossé un tableau des luttes qui se multiplient actuellement en Espagne et que le régime fasciste de Franco tente de freiner en renforçant la répression. Tous les orateurs ont salué la mémoire de Cipriano Martos, ouvrier du bâtiment, membre du F.R.A.P. et du P.C.E. (M.-L.), odieusement assassiné par la police franquiste.

Solidarité avec le peuple espagnol !

A bas la dictature monarcho-fasciste !

Vive l'Espagne républicaine, populaire et fédérative !

COMMANDEZ A E 100

Lénine et l'organisation

L'exemplaire 7 F

E 100 - B.P. 120 - 75962 Paris Cedex 20

Les communistes marxistes-léninistes du groupe "le Travailleur" de Chambéry rejoignent l'Humanité Rouge

La décision des marxistes-léninistes du groupe « Le Travailleur » de Chambéry de rejoindre « l'Humanité Rouge » illustre et confirme l'actuelle tendance à l'unification des marxistes-léninistes.

Cette unification se réalise et ne peut se réaliser que sur la base d'une ligne idéologique et politique claire.

Travailler à l'unité sur une telle base c'est là la marque de l'idéologie prolétarienne, c'est là ce qui caractérise les authentiques marxistes-léninistes. Il en est d'autres, une poignée de responsables du groupe « Front Rouge » qui ont travaillé et travaillent encore à la scission, qui répandent des calomnies, qui pratiquent l'insulte, qui ont tenté par les intrigues, les compromis sans principes de s'opposer à la tendance à l'unification des marxistes-léninistes.

Une telle attitude n'a strictement rien à voir avec l'idéologie prolétarienne.

Aux militants de ce groupe qui désirent sincèrement l'unité des marxistes-léninistes sur une base claire nous disons : Nous vous tendons la main, nous ne refuserons jamais de discuter fraternellement avec vous. L'unité des marxistes-léninistes authentiques est nécessaire et possible. Vous devez y contribuer.

Les communistes marxistes-léninistes de Chambéry du groupe « Le Travailleur » ont pris à l'unanimité la décision de rejoindre les rangs de « l'Humanité Rouge ». Cette décision n'a pas été prise à la légère ; ce n'est qu'après plus d'un an de pratique dans les rangs de « travailleur » que nous avons démasqué ses positions ultra-scionnistes et ultra-opportunistes, semeuses de division et de confusion, et les coups portés au marxisme-léninisme et à la cause de la classe ouvrière.

Les ML de Chambéry, sans expérience, ont été entraînés en 1972 par les dirigeants scionnistes du « Travailleur » dans l'ornière anarcho-syndicaliste et ultra-légaliste. Lors de notre adhésion à ce groupe fantôme

on nous a caché son origine scionniste, on a calomnié les dirigeants de l'HR, les accusant de bureaucrates, d'usurpateurs. Tout cela avait un seul but : liquider l'HR au profit de vagues cercles dominés par le libéralisme et le légalisme.

QUELLES ONT ETE LES CONSEQUENCES D'UNE TELLE LIGNE ?

— Une organisation disparate sans unité où sous le prétexte de démocratie, toutes les opinions étaient admises, même les plus anti-marxistes, la seule unité étant d'être contre la direction de l'HR.

— Une organisation sans discipline prolétarienne, génératrice de scissions où centralisme était

synonyme de bureaucratie. L'application du mot d'ordre « la démocratie doit l'emporter sur le centralisme » fit que le principe de direction unique fut remplacé par le principe social-démocrate de la direction par un parlement composé de représentants de la base, divisés en fractions rivales. Les tâches de direction consistaient en des échanges d'expérience à la base et nullement en l'application de décisions qui auraient dû être prises centralement. Jamais les problèmes de fond (édification du parti prolétarien, unification des ML, etc.), ne furent posés sous prétexte que « la pratique tranchera ».

— En l'absence de centralisme, les groupes locaux étaient laissés à eux-mêmes, obligés de compter sur leur propres forces, de faire un travail artisanal au jour le jour. Un seul exemple montrera quel degré de libéralisme et d'anarchie avait atteint « Le Travailleur ». A l'occasion des élections législatives de mars 73, il y eut au moins 3 positions suivant les régions, toutes respectées sous prétexte de la sainte démocratie. Le groupe de la région parisienne est même allé jusqu'à appeler à voter pour les trotskistes au premier tour.

— La dernière manœuvre anti-léniniste du « Travailleur » fut de tenter, contre HR, une alliance sans principes avec un autre groupuscule scionniste, ul-

tra-gauchiste et petit-bourgeois : Front Rouge.

Grâce à l'analyse d'un an de pratique négative, grâce à l'aide politique fraternelle des camarades de l'ex-«travailleur» de l'ouest et de la direction de l'HR, nous avons pris la décision de nous mettre sous la direction de l'HR.

— Parce que l'Humanité Rouge s'est toujours affirmée, malgré les difficultés de toutes sortes et les scissions comme la seule avant-garde légitime de la classe ouvrière de France.

— Parce que ce sont les premiers militants de l'HR qui ont soutenu la Chine rouge, défendu la mémoire du grand ML : Staline contre les attaques des révisionnistes du PCUS et du P.C.F.

— Parce que l'Humanité Rouge a toujours fermement défendu les principes ML concernant l'édification du parti d'avant-garde, de la nécessité d'organiser la classe ouvrière pour la révolution, l'instauration du socialisme et de la dictature du prolétariat. C'est aussi l'Humanité Rouge qui a appliqué ces principes aux conditions concrètes de notre pays.

HALTE AUX AVENTURES SCISIONNISTES ET LIQUIDATRICES ! EN AVANT POUR L'UNITE DES MARXISTES-LÉNINISTES AUTOUR DE SON AVANT-GARDE : L'HUMANITE ROUGE ! DIFFUSONS ET SOUTENONS L'HUMANITE ROUGE !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Anonyme en timbres	4
Soutien à HR.	
Mme M. P. L.	7,50
En supplément à commande brochures S. A.	12
En supplément à réabonnement C. J.	54
P.M. représentant de commerce, soutien mensuel	50
En supplément à abonnement C.A.	40
1 professeur	8
Des militants ML de l'ORTF	14,20
Soutien à HR contre l'utilisation par le P.C.F. de certains acquis du marxisme pour tromper les masses	101
Sachons mériter le difficile nom de communiste	10
Un cheminot	50
J.V. soutien à HR	10
Une déléguée CGT	10
Pour le juste soutien aux peuples arabes	10
CDHR Staline C.	30
En supplément à abonnement et brochures F.S.	37
R.L. novembre	40
Une retraitée, pour que HR poursuive son juste combat	6
S.J.P., soutien permanent MD et GB contre le révisionisme moderne	25
En supplément à abonnement et commande brochures F.H.	95,20
C.M.H., soutien à HR	10
MT, soutien à HR	10
FG, soutien permanent	20
Pour que vive HR.	
Albert	100
CDHR Staline S.	45
Souscription du comité de rédaction	275

Total de la semaine 1 093,90

Total général utilisé pour le règlement des dettes de l'Humanité Rouge 374 438,06

ATTENTION CAMARADES !

Cette semaine nos dettes ont augmenté de plus de 2 000 F !

Le Comité s'est d'ores et déjà fixé des objectifs bien précis, soutenir la lutte des peuples arabes et palestinien, mais aussi soutenir toutes les luttes des peuples qui combattent l'impérialisme : également il s'est fixé pour but de lutter contre le racisme et de soutenir tous les mouvements de masse qui se développeront sur Saint-Denis.

Vive la juste lutte des peuples arabes et palestinien.

A bas le sionisme. A bas le racisme. Vive l'unité des travailleurs français et immigrés.

CDHR, Danielle Casanova.

quelle voie prendre ?

— CHILI ET LA SITUATION INTERNATIONALE

— LIP

— SOUTIEN AUX LUTTES PROLETARIENNES ET POPULAIRES

Meetings organisés par l'Humanité Rouge

A PARIS 18°

Vendredi 16 novembre à 20 heures
Maison Verte, 127 rue Marcadet

A ARGENTEUIL

Samedi 17 novembre à 15 heures
Cinéma « Les Variétés »,
106 bd J.-Allemane

A SAINT-DENIS

Mardi 20 novembre, à 20 heures 30
Cinéma « Le Chabrol », rue Chabrol

Saint-Denis

Réunion publique de soutien aux peuples arabes et palestinien, organisée par "Perspectives tunisiennes" et "l'Humanité Rouge"

Vendredi 2 novembre à Saint-Denis, une quarantaine de personnes, travailleurs français et immigrés, se sont retrouvées pour une réunion publique destinée à soutenir la lutte des peuples arabes et la résistance palestinienne.

Cette réunion avait été convoquée par des camarades du groupe « Perspectives Tunisiennes » et notre CDHR qui s'étaient déjà constitués en comité provisoire.

Au cours de cette réunion, des interventions ont été faites en arabe et en français, interventions expliquant le rôle du sionisme, de l'impérialisme améri-

cain, du social impérialisme soviétique, nous avons également parlé des intérêts que Sadate avait à s'allier aux sociaux-impérialistes, et toute l'assemblée était unanime pour soutenir de toutes les manières possibles la lutte des peuples arabes et palestinien, unanime à saluer la résistance de l'héroïque peuple palestinien.

De nombreuses questions ont été posées, et de nombreuses interventions ont été faites. Nous avons rappelé que la lutte des peuples arabes est la lutte de tous les peuples du monde qui combattent l'impérialisme sous toutes ses formes.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

Pour la parution de "Lou Sin, un combattant comme ça"

« Toutes les littératures prennent naissance de la société qui les entoure. Quoique les gens qui prennent la littérature et l'art aiment à dire que la littérature et l'art suffisent à soulever la tempête, en réalité c'est la politique qui passe d'abord, la littérature apporte ensuite son changement. »

Les Editions du Centenaire viennent de faire paraître un ouvrage du plus haut intérêt intitulé : *Lou Sin* (1), un combattant « comme ça ». Michelle Loi y a rassemblé et traduit différents écrits, en prose ou en vers, du grand écrivain révolutionnaire prolétarien chinois Lou Sin.

Dans sa préface M. Loi retrace les grands traits de la vie de Lou Sin, de son enfance dans la vieille Chine impériale saignée à blanc par les colonialistes étrangers et par les féodaux, à sa lutte active, militante pour le renversement de la dictature fasciste du Kuomintang et des impérialistes. L'histoire de Lou Sin est celle de milliers d'intellectuels révolutionnaires chinois qui avaient choisi de se placer sur les positions du prolétariat. Mais sans nul doute est-il l'un des plus remarquables d'entre eux tant par son esprit intrépide, sa persévérance et sa fidélité à la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao Tsé-toung que par son talent incisif et novateur. Lou Sin dont la personne et l'œuvre demeurent un phare pour les jeunes Chinois continuateurs de la cause révolutionnaire, est aussi un exemple pour les révolutionnaires du monde entier, et pas seulement pour les artistes révolutionnaires.

Fustigeant les écrivains « apolitiques » Lou Sin disait : « Ceux qui vivent dans une société de classes et prétendent se faire des écrivains au-dessus des classes, ceux qui vivent dans un temps de combat et prétendent assurer leur indépendance loin du combat, ceux qui vivent aujourd'hui et prétendent créer des œuvres destinées à l'avenir, ne sont au bout du compte que des spectres produits par leur esprit. Dans le monde réel ces phénomènes n'existent pas. Leur effort rappelle exactement celui qui veut s'arracher à la terre en se tirant par les cheveux... »

Cette image qu'emploie Lou Sin n'est-elle pas à méditer sérieusement par tous ceux qui chez nous aspirent à mettre l'art au service de la révolution prolétarienne ? A l'heure où le fossé se creuse avec profondeur entre la réaction et le plus grand nombre d'artistes et écrivains, à tel point que le ministre la Culture a jugé bon de mettre

en garde « ceux qui viennent une bombe dans une main, etc. », beaucoup d'écrivains, peintres, cinéastes, se posent la question : que faire ?

Et déjà des écoles, des tendances sont apparues. Malheureusement il n'est pas possible pour l'instant de dire qu'il existe chez nous un art révolutionnaire prolétarien. C'est qu'à notre avis la démarche fondamentale à entreprendre pour y parvenir n'a pas été véritablement entamée : la grande recommandation formulée par le président Mao à Yenan en mai 1942 n'a pas encore été entendue : « Tous les communistes, tous les révolutionnaires, tous les travailleurs révolutionnaires de la Littérature et de l'Art doivent prendre exemple sur Lou Sin, se faire le « buffle » du prolétariat et des masses populaires et accepter d'en porter le faix jusqu'au dernier soupir ! »

Autrement dit les artistes et écrivains révolutionnaires ne sauraient en aucun cas poser la question de leur travail littéraire et artistique indépendamment de la lutte des masses révolutionnaires à un moment donné de l'Histoire et de l'utilité de leurs œuvres pour renforcer le combat du prolétariat et des masses sous la direction de leur parti d'avant-garde.

Or, le plus grand danger actuellement pour ceux qui veulent contribuer sur le front de l'Art et de la Littérature à la révolution, c'est d'oublier les masses, de s'imaginer que le premier acte d'un artiste révolutionnaire c'est de « faire la révolution dans le domaine de la théorie littéraire et artistique ».

Nous n'en prendrons pour preuve que les résultats hermétiques qu'ont obtenus certains écrivains ou artistes dans leurs écrits théoriques comme dans leur production. C'est là, sortir d'une ornière bourgeoise pour retomber dans une autre ornière bourgeoise. Lou Sin justement tout en étant un écrivain plein d'un talent remarquable et efficace liait à tel point le travail littéraire aux préoccupations des masses et aux impératifs de la révolution qu'il n'hésita pas à écrire que dans certains moments il est inadmissible de s'occuper de littérature (par exemple après la contre-révolution de 1927 à Shanghai qui plongea les régions contrôlées par le Kuomintang dans la plus sombre terreur fasciste).

On le voit, les raisons de lire « Lou Sin », sont multiples. A tous les amis de la Chine qui tiennent à connaître le plus marquant des écrivains qui ont contribué à la formation de la Chine nouvelle, à tous les militants marxistes-léninistes pour qui la lecture de Lou Sin constituera un stimulant inoubliable, à tous les artistes et écrivains qui désirent contribuer à la révolution prolétarienne, à tous nous recommandons vivement la lecture de cet ouvrage : *Lou Sin, un combattant comme ça*.

(1) La couverture du livre LUXUN, c'est là la transposition des noms chinois selon le système dit « pinyin ». Nous nous en tenons pour notre part à la transcription faite par les traducteurs chinois.



La littérature et la transpiration

(LOU SIN)

De l'avis d'un professeur de lettres de Shanghai (1), la littérature doit décrire le caractère éternellement immuable de l'homme, faute de quoi elle ne dure pas. Par exemple, ce qu'ont décrit Shakespeare et quelques autres écrivains, c'est le caractère éternellement immuable de l'homme, et c'est ce qui fait que leur œuvre est parvenue jusqu'à nous. Tout le reste des autres, qui y ont manqué, sont, de ce fait, tombés dans l'oubli.

Ce genre de raisonnement est un peu du style : « Si tu ne parles pas, je comprends encore, mais plus tu parles moins je comprends. » Qu'il y ait eu en Angleterre quantité d'œuvres qui n'aient pas survécu au temps, je pense que c'est fort probable, mais je n'avais pas pensé que leur disparition était due au fait qu'elles ne décrivaient pas le caractère éternellement immuable de l'homme. Maintenant que le premier point est acquis, je ne sais pas pour autant la raison de la disparition, parce que les professeurs du temps présent, d'où sauraient-ils, puisque les œuvres ont disparu, qu'elles n'avaient pas un caractère éternel ?

Dire qu'il suffit que cela survive pour que ce soit de la bonne littérature, que ce soit oublié pour que ce soit de la mauvaise, c'est comme prétendre que quiconque s'empare du monde est un roi, quiconque n'arrive point à s'en emparer un vaurien. Est-ce à dire que cette conception historique traditionnelle à la chinoise doive aussi devenir la théorie littéraire des Chinois ?

Vraiment, le caractère de l'homme est-il éternellement immuable ?

L'anthropopitheque, le pithécantrophe, l'homme préhistorique, l'homme archaïque, l'homme d'aujourd'hui, l'homme de demain... Même si la race, donc, peut progresser, le caractère de l'homme, lui, est éternellement immuable. Sans parler du tempérament du pithécantrophe, il nous est à nous d'aujourd'hui difficile de deviner celui de l'homme des cavernes. Je crains bien que notre tempérament à nous, les hommes de demain ne puissent guère en avoir une idée claire. Alors comment faire pour écrire le caractère immuable de l'homme ?

Prenons par exemple la transpiration : il semble bien qu'il y en ait eu autrefois, qu'il y en ait aujourd'hui et qu'il y en aura encore à l'avenir pendant un certain temps. On pourrait donc assez la considérer comme un des éléments du « caractère immuable de l'homme ».

Seulement voilà ! les petites demoiselles fragiles, « que le vent pourrait renverser » ont une sueur parfumée, et les ouvriers « stupides comme des bœufs » de la sueur qui pue. Comment savoir si, pour écrire de la littérature qui se transmette pendant des siècles, pour être des écrivains dont le nom survivra longtemps, la sueur parfumée est le sujet qui est le bon, ou si c'est la sueur qui pue ? Or si cette question n'est pas préalablement résolue, la place qu'occupera dans l'histoire de la littérature est vraiment aléatoire ! (...)

23 décembre 1927
(Et voilà tout !)

(1) Liang Shiqiu, le porte-parole idéologique de Croissant, (qui ne sera fondé qu'en 1928. cf. p. 110). Face à la montée de la révolution culturelle suscitée dans les années 20 par la diffusion de la théorie marxiste en matière de littérature et le développement du mouvement littéraire et artistique des intellectuels de gauche ayant à leur tête Luxun, il lança dans *De la critique littéraire* la théorie réactionnaire selon laquelle « la nature humaine universelle est à la base de tous les chefs-d'œuvre ». Cf. les articles suivants sur le caractère de classe de la littérature.

LUXUN

**“ un combattant
comme ça ”**

recueil d'essais
et de poèmes
présentés par Michelle LOI

**Editions-diffusions
du Centenaire**

**B.P. 120
75962 Paris Cedex 20**

L'exemplaire 11 F

HALTE AUX ATROCITÉS SIONISTES !

L'ambassadeur sioniste à Paris, Ben Natan, et d'autres officiels sionistes orchestrent une campagne antisyrilienne et au fond antiarabe depuis quelques jours. Selon eux, les soldats syriens auraient un « comportement atroce et barbare » envers les prisonniers israéliens. Des preuves, des faits à l'appui de leurs dires ? Pas un ! Et pour cause, les voilà bien en position des voleurs qui crient « au voleur ! » ou des assassins qui s'insurgent contre le « crime ».

Nous n'avons pas la mémoire courte ; et entendons encore, les propos combien significatifs du commandant en chef israélien, Elazar, lors d'une conférence de presse au début de la guerre, parlant de « l'ennemi » :

« Nous les pourchasserons, nous l'atteindrons et nous lui briserons les os ! »

Aucun journaliste n'a manqué de soulever de tels propos tenus au plus haut niveau, et d'autres encore ; ainsi Herzog, ancien chef des renseignements israéliens, qui s'est exclamé, commentant le bombardement aérien de Damas du 9 octobre : plus de 100 morts et des milliers de blessés :

« Cela aura un excellent effet sur le cours du conflit ! »

Certes ! l'extermination de l'adversaire est une méthode revendiquée par le sionisme dès son installation en Palestine ; et le terrorisme des groupes Stern et Irgoun a été, dès les années 40, l'un des instruments de la création de l'Etat d'Israël. Qu'on se rappelle : Deir Yassin et ses 250 villageois exterminés et jetés dans un puits. Qu'on se garde d'oublier le « plan Dalet » de 1948 et ses treize opérations visant à chasser les Pales-

tiens de leur pays. Les dirigeants sionistes n'oublient pas quant à eux : au cours de la dernière guerre, ils ont massacré femmes et enfants de la plantation syrienne de Beit Jinn... pour obliger les habitants à quitter leurs foyers... Mêmes méthodes terroristes contre les villages libanais et les camps palestiniens... et l'image de ce char sioniste écrasant l'année dernière une voiture de civils libanais en route pour l'hôpital en dit assez long déjà...

Et pourtant, ce n'est pas tout ! La technologie de mort des impérialistes U.S. mise entre les mains sionistes a frappé dans le delta du Nil, à Damas et à Homs ! Bombes à retardement, bombes antipersonnelles à fragmentation : l'arsenal U.S. utilisé en Indochine est là. N'est-ce pas « atroce et barbare », Monsieur l'Ambassadeur Ben Natan ? Et que penser des objectifs écoles et hôpitaux, maisons d'ha-

bitations ? Pouvez-vous expliquer plus précisément leur « excellent effet », Monsieur Herzog ?

Certains répliqueront : « Mais cela est de bonne guerre ; il y a des atrocités de chaque côté », oubliant volontairement ou non, que les soldats égyptiens et syriens n'ont pas choisi Tel-Aviv comme cible ni usé de « bombes à billes ». Quant aux prétendues « atrocités » commises contre les soldats israéliens, même « France-Soir » n'y croit pas, et son correspondant Edmond Bergheaud indique le 6 novembre 1973 :

« L'armée syrienne a donné des ordres stricts : en aucun cas les prisonniers ne devront être molestés. Dans l'ensemble, la consigne sera respectée. »

« France-Soir » serait-il donc devenu un ami des peuples arabes, Monsieur Ben Natan ?



Dayan avec un marine au Viet-Nam : étude des techniques américaines.

L'AFRIQUE AUX COTÉS DES PEUPLES ARABES

27 Etats africains ont rompu leurs relations diplomatiques avec l'Etat sioniste ; 18 ruptures depuis le commencement de la dernière guerre israélo-arabe.

C'est un coup très dur porté aux agresseurs israéliens ; un puissant soutien aux peuples arabes.

D'autant que, depuis les années 50, les sionistes israéliens ont tenté une pénétration économique en Afrique, organisant ici des « stages pour cadres », là des « projets techniques », et sous couvert « d'aide » et de coopération, ils ont tenté de jouer les pays africains contre les pays arabes.

En vain cependant. Les positions de l'Etat sioniste s'effritent peu à peu. Puis

c'est la débâcle : au printemps dernier, la 10^e conférence des chefs africains adopte une résolution qui condamne l'occupation des territoires occupés par les sionistes. A la Conférence des pays non alignés de septembre, même condamnation : le Togo, puis le Zaïre rompent leurs relations. Puis 18 autres Etats depuis la guerre d'octobre 1973.

Un pas en avant dans l'union étroite des pays arabes et africains, fondée sur une forte solidarité anti-impérialiste.

Golda Meir peut se lamenter : « Nous n'avons eu aucun ami en trop de par le monde... » Une cause injuste trouve peu de soutien, tandis qu'une cause juste bénéficie en définitive d'un large soutien.

Les organisations palestiniennes :

Poursuivre la lutte

El Fath
(4 novembre)

« La révolution palestinienne a été déclenchée pour la réalisation de cet objectif stratégique, la libération de nos foyers usurpés et l'établissement d'un état démocratique palestinien sur tout notre sol occupé. C'est un objectif pour lequel nos révolutionnaires ont lutté, et luttent encore, et auquel ils ne renonceront jamais, quels qu'en soient les sacrifices. »

« Le Fath confirme que toutes les résolutions qu'il a prises, sont fondées sur une position de principe inaltérable. » Il réaffirme ce qui suit : « 1. Toute décision doit partir des intérêts nationaux et historiques ; 2. L'existence militante et politique de notre peuple et sa lutte armée se poursuivront ; 3. Il convient de sauvegarder les acquis et les succès révolutionnaires obtenus par notre peuple durant sa longue lutte nationale ; 4. Il faut maintenir l'unité du mouvement de résistance palestinien et du peuple palestinien et travailler pour l'unité de la position palestinienne. »

★

Le Front populaire démocratique pour la Libération de la Palestine (F.P.D.L.P.)
(2 novembre)

« Quels que soient les articles de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies sur le cessez-le-feu, la principale tâche des masses arabes, et du peuple palestinien en particulier, est de poursuivre la lutte pour libérer tous les territoires arabes occupés et recouvrer le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. » Le communiqué précise que cette position a été définie au cours d'une réunion extraordinaire du bureau politique du F.P.D.L.P. Le communiqué a averti les masses arabes des manœuvres visant à usurper les droits du peuple palestinien.

★

Le Front populaire pour la Libération de la Palestine (F.P.L.P.)
(2 novembre)

« Opposition absolue à tous les projets capitulationnistes et son engagement à continuer la lutte contre l'ennemi partout où il se trouve. » Il a exprimé sa détermination à poursuivre la lutte armée, et à ne marchander aucun droit, jusqu'à la libération de tous les territoires occupés.

—o—

D'autres organisations : Front arabe de Libération, Front révolutionnaire et populaire pour la Libération de la Palestine, Fédération des Etudiants palestiniens (branche du Liban) ont mis également l'accent sur la nécessité de poursuivre la lutte.

50 millions de dollars... pour installer les juifs soviétiques en Israël

50 millions de dollars : C'est la somme allouée par le Congrès américain en 1972 « pour aider au déplacement et à l'installation des émigrants soviétiques, en particulier des Juifs en route pour Israël ».

Cette année le Congrès U.S. devra déboursier bien plus car l'émigration a pas mal augmenté.

32 000 émigrés en 1972.

28 000 pour les premiers mois de 1973.

Le vice-premier ministre israélien, Ygal Allon compte bien sur 50 000 émigrés, qu'il y ait agression ou non contre les peuples arabes !

La preuve ? Le rythme d'émigration a battu tous les records en octobre dernier : 4 200 émigrés contre 3 650 en septembre. Les peuples et les pays arabes sont en guerre contre Israël ? Cela ne gêne pas leur « grand ami » soviétique qui continue à fournir les agresseurs sionistes en soldats et en ingénieurs. Tandis que Washington les fournit en armes et en dollars !

Au fond, impérialistes américains et sociaux-impérialistes de Moscou, poursuivent le même but : soutenir l'Etat sioniste pour maintenir le statu quo dans la région moyen-orientale, si riche en ressources et si intéressante sur le plan stratégique.

Comment soutenir l'Etat sioniste ? Il lui faut des dollars, des armes et des hommes ! Washington donne les uns, Moscou les autres, espérant ainsi se partager — et se disputer — le gâteau moyen-oriental.

Pour combien de temps encore ?